



FUNDAÇÃO PEDRO CALMON

CHAPITRE IV
LA GUERRE DE BAHIA

A. Les maîtres du désordre

Trois mois étaient passés depuis la révolution libérale à Bahia. La junta provisoire de gouvernement avait de quoi se féliciter. Le roi Jean VI avait déjà plié devant le pouvoir de l'assemblée portugaise. Il avait fait tout ce qui était exigé: il avait juré fidélité à la constitution qui serait votée par l'assemblée portugaise; il avait accepté, finalement, de déménager sa cour vers Lisbonne, réaffirmée comme tête unique de la monarchie. Le 26 avril, le roi embarquait vers l'Europe, en évitant l'escale du port de Bahia, si effrayé qu'il était par cette république autonome¹. A Rio, le prince D. Pedro, porte à la régence du Royaume du Brésil ne jouissait d'aucune autorité sur Bahia. L'ordre interne était pleinement assuré car le peuple de la ville se trouvait momentanément dans un état d'apathie et le couvre feu imposé à la population esclave était strictement observé sans aucune réaction².

Tout en conservant intactes ses hiérarchies internes, la république se permettait même un rôle réformateur dans la politique de l'ensemble de l'empire. Pour célébrer la réussite de son projet, la junta appela les notables de la cité à un grand bal qui eut lieu le 13 mai au Palais du Gouvernement. Le 25 encore, elle fit célébrer en toute solennité un "Te Deum" pendant lequel toute l'élite bahianaise eut la chance de s'enivrer du sermon très radical du père Ignacio José de Macedo.

Néanmoins, de pire en pire, les vents de Lisbonne soufflaient des airs de mauvais augure dans la direction de la population de la bienheureuse cité de Bahia. Les groupes radicaux portugais favorables à la constitution d'un seul royaume ne cachaient même pas leur désir de démantèlement institutionnel du Royaume du Brésil. Il s'agissait, en fait, de mener une révolution à partir du

Portugal dans le but d'effacer toute base de pouvoir local par le biais de la lusitanisation du haut en bas de l'appareil d'état établi en Amérique. Cette impulsion venue de l'extérieur ne faisait qu'armer la main de ceux qui menaient, à l'intérieur de la société bahianaise, une action dans le but de bouleverser l'ordre dont la junte était l'expression³.

La guerre de l'armée

L'action des "Cortes" fut celle de fournir les moyens juridiques et administratifs pour que les "praistas" puissent harceler les titulaires et fonctionnaires des anciennes institutions coloniales. L'objectif des révolutionnaires était clairement celui de créer des postes d'emploi pour les nombreuses couches sociales qui, au Portugal, se trouvaient appauvries par toutes les guerres des dernières années. D'après les traditions coloniales, le Brésil était une terre d'aventures vouée à recevoir les esprits les plus hardis et les refoulés de la métropole. Toutefois, au début du XIXe siècle, les flux migratoires du Portugal vers le Brésil avaient déjà un caractère massif⁴. La désorganisation de l'agriculture portugaise poussait chaque fois plus de "garçons du Minho" vers le Brésil⁵.

Depuis le déclenchement de la révolution, l'animosité des Portugais à l'égard des Brésiliens n'avait fait qu'empirer, surtout dans les emplois les plus accessibles à une population placée au bas de l'échelle sociale des deux côtés de l'Atlantique: les forces armées. Un conflit de type ancien opposait des militaires "reinois" - ceux originaires du Portugal - à des militaires du pays, surtout ceux de couleur, car, en fait, les militaires portugais faisaient leur possible pour repousser les corps militaires composés par des Bahianais à un rang inférieur et imposer des humiliations à ces corps.

tel point qu'une vraie rancune se nourrissait elle-même parmi les soldats Bahianais à l'égard des arrogants Portugais⁶. A vrai dire, rien de nouveau sous le soleil à Bahia. En fin de compte, la société coloniale n'était-elle pas fondée sur un système de multiples critères de discrimination?

Dans le système militaire mis en place au Brésil colonial, il est impossible de parler d'une armée et moins encore du soldat comme catégorie sociale particulière. Il y avait plutôt plusieurs corps armés, composés par des soldats de couleurs différentes, sur lesquels les couches plus aisées de la société exerçaient un contrôle direct. Grosso modo, les forces armées régulières, avec un encadrement et une hiérarchie reconnue par le pouvoir formaient trois catégories⁷.

Au premier rang, il y avait la troupe de "première ligne"⁸. Par l'engagement professionnel des soldats, elle était le plus proche de ce qui pourrait être appelé un corps d'armée. Là, l'écart entre les officiers et les soldats ne pouvait qu'être plus accentué. Les premiers se rapprochaient de la noblesse par la stabilité des ressources, par le prestige social et par des liens de famille, tandis que les seconds, les soldats, étaient placés au dessous même de certaines catégories de travailleurs en esclavage⁹. La solde d'un grenadier montait à 16\$920 (seize mille et neuf cent vingt réis) par an, à quoi s'ajoutaient des "étapes", une maigre ration composée de farine de manioc, de viande séchée et salée, un peu de sel et de lard. A la même époque, un journalier charpentier ou journalier maçon, esclave, gagnait 60\$000 (soixante mille réis) par an et une femme esclave artisan gagnait 30\$000¹⁰.

Le système de conscription était appliqué à une population d'hommes libres de couleur qui n'était pas soumise à la protection des riches et des potentats.

Devenir soldat était plutôt un châtement exemplaire¹¹. Pour dégrader encore plus ce métier, le soldat était soumis à un régime disciplinaire sévère qui comprenait des châtements corporels identiques à ceux appliqués par les "feitores" sur les esclaves. Rien d'étonnant si dans ce corps, la réaction à un système disciplinaire si violent, prenait souvent des formes si proches de celles des esclaves contre la discipline du moulin à sucre: pour les soldats, la désertion; pour les esclaves, la fuite¹². Ces désertions chroniques alimentaient continuellement le contingent des criminels urbains et des bandits ruraux au Brésil¹³.

Au deuxième rang venaient les milices. Ces troupes devaient officiellement obéissance aux conseils municipaux, mais, de fait, elles constituaient la base du pouvoir armé des riches de la ville et des propriétaires ruraux. Les commandants et officiers des milices étaient issus de ces classes qui voyaient dans les milices le moyen le plus efficace pour encadrer la population libre. Le milicien était, avant tout, un travailleur appelé à un service armé non payé, quand il y en avait besoin. Leur condition de vie était incomparablement meilleure que celle des soldats du contingent: ils jouissaient même d'un certain prestige social, spécialement en ce qui concerne les officiers et les sous-officiers. Chaque ville du Recôncavo comptait sur son régiment de miliciens et dans la ville de Bahia, il y en avait quatre: le 1er Régiment était formé et dirigé par des négociants; le 2e Régiment était formé par des Blancs pauvres; le 3e Régiment, surnommé Régiment des Henriques, était formé par des Noirs libres et le 4e Régiment était formé par des Mulâtres libres.

La dynamique de la contestation dans ces corps de miliciens se manifestait de façon différente de celle observée dans les corps des premiers rangs. D'un côté la désertion pratiquée par des soldats, d'un autre, la

revendication pratiquée par des miliciens pour une insertion dans une institution militaire renouvelée, capable de jouer un double rôle de canal d'ascension sociale et de canal d'expression politique du citoyen pauvre.

Aussi, des problèmes propres au métier des armes furent-ils naturellement sources de difficultés et, même, de conflits. Il y avait un souhait de régularité et d'augmentation des soldes et des "étapes". Cela se justifiait par la fréquence des appels à la mobilisation des milices et par la prolongation du temps passé sous les drapeaux, ce qui, finalement, pesait lourd sur des hommes pauvres de la ville¹⁴. Il y avait aussi des questions d'honneur, c'est à dire du prestige accordé aux miliciens, ce qui touchait la dignité des grades militaires et des critères de promotion. Ces questions plutôt internes, étaient au centre de tensions dans une société où le marché du prestige variait selon la couleur de la peau de chacun et aussi selon l'appartenance corporative de l'individu. L'organisation des milices par groupes de couleurs entraînait des conflits issus, à la fois, de l'application des deux critères de hiérarchisation: la couleur et le métier¹⁵.

Il est possible d'affirmer que ce "peuple mécanique" urbain, engagé dans les milices, fut le plus ardent défenseur d'une armée nationale brésilienne composée par des soldats-citoyens. Si la caractéristique des troupes de première ligne fut l'indiscipline, celle des milices fut la politisation. Il y a deux aspects à remarquer dans cette politisation des milices pendant les temps de l'Indépendance. S'il est vrai que les miliciens étaient présents dans les clubs et les conspirations politiques depuis 1798, il est aussi vrai que les liens de subordination des miliciens par rapport à leurs officiers, se reproduisaient aussi à l'intérieur de ces mouvements politiques. Si l'officier de la troupe de

première ligne était le maître d'esclaves de ses soldats, le commandant des milices en était le "caudillo".

Pendant la conjoncture de l'Indépendance deux personnages en sont bien l'exemple: le colonel Felisberto Caldeira et le futur vicomte de Pirajá.

Le premier, officier d'artillerie, fils de la même famille riche et prestigieuse que le maréchal Felisberto Caldeira Brandt Pontes, est devenu le plus radical des commandants militaires libéraux à l'époque de l'Indépendance. Juste après l'Indépendance, il devient le commandant militaire de la Province de Bahia. Cependant, malgré tout son prestige et son pouvoir il n'a jamais réussi à se faire suivre comme un leader politique par les soldats. Il en fut toujours le commandant militaire. Les circonstances qui ont abouti à son assassinat ne laissent aucune doute: à l'occasion de l'accrochage entre cet officier et le détachement chargé de sa détention, plutôt qu'une raison politique quelconque, le conflit entre l'officier et les soldats fut le véritable détonateur du fusil meurtrier¹⁶. L'autre, Joaquim Pires de Carvalho e Albuquerque, fils de la famille des plus grands propriétaires terriens de Bahia, rendu célèbre par son action de commandant des milices pendant la guerre de l'Indépendance, dont il deviendra le grand héros populaire, a toujours gardé une influence charismatique sur ses miliciens, ce qui lui a permis de jouer un rôle décisif dans tous les événements politico-militaires de Bahia jusqu'à la révolution de 1838. Traité par le peuple de "Santinho" - petit saint-, il était un personnage toujours présent aux commémorations populaires du 2 Juillet, fête de la victoire de l'Indépendance, considérée comme une espèce de symbole par les vétérans de cette guerre.

Au troisième rang des forces armées coloniales, se trouvaient les "Ordenanças"¹⁷, troupes chargées du

travail de police urbaine et très impopulaires à cause du recrutement militaire dont elles étaient chargées¹⁸. A vrai dire, cette organisation militaire coloniale ne comprenait pas toutes les forces armées en action dans la colonie. La société bahianaise était en réalité surarmée. La violence privée prévalait sur la violence légale exercée par l'état. La discipline et les châtiments des esclaves étaient exercés directement par les maîtres et les contre-maîtres. La poursuite des fugitifs était faite par des bandes à gage dirigées par des "capitães do mato"¹⁹. Les notables de la ville portaient habituellement les armes et s'en servaient d'ailleurs très fréquemment. Dans les villes de l'intérieur du pays, subsistaient des "capitães de fora" - capitaines de l'intérieur - espèces de commandants de petits détachements locaux chargés de services de police.

Il est même remarquable que la population pauvre libre, elle-aussi, fut surarmée, surarmée à sa manière et qui inspirait une certaine peur parmi les notables. L'exercice très répandu de la violence privée trouvait ses justifications dans une violence institutionnelle, exercée par les couches haut placées. Elle se manifestait également par le banditisme rural, expression du monopole, par certains groupes armés, de l'exercice de certaines violence privées, indépendamment de toute obéissance administrative ou politique. Ces groupes utilisaient parfois ces forces armées pour des services rémunérés au profit d'un potentat. Après avoir agi pour leur propre compte, quelques uns de ces chefs de bande sont finalement devenus de respectables propriétaires. L'habitude d'user de ses armes se faisait sentir aussi dans la violence diffuse de la vie quotidienne, lorsque les rapports sociaux entraînent des conflits entre les membres de cette société fortement hiérarchisée²⁰.

La multiplicité des forces armées, la diversité de leurs attributions et la diffusion de la violence privée

prouvait à l'évidence que l'état portugais colonisateur n'était pas capable d'exercer le contrôle public sur l'ensemble des forces armées à Bahia²¹. Aussi bien dans le domaine du pouvoir de contrainte exercé par l'état que dans le domaine de l'économie, apparaissait comme une évidence, le caractère contractuel de la colonisation portugaise. Elle ne tenait d'ailleurs que grâce à l'équilibre trouvé entre le pouvoir métropolitain et le pouvoir réel exercé par les hommes les mieux placés dans la hiérarchie sociale locale. La république autonome s'appuyait sur cet équilibre²². Pour les militaires portugais engagés dans la révolution régénératrice du Portugal, il était question de mettre au pas tous ces corps armés et, en même temps, de les lusitaniser petit à petit.

Ainsi, malgré le dévouement des troupes et des commandants brésiliens vis-à-vis de la cause révolutionnaire, les militaires portugais, forts de troupes fraîches venues de Lisbonne, déclenchèrent une opération systématique dont les lignes principales étaient: la démoralisation des contingents formés par les gens du pays, la mise à l'écart des commandements des officiers brésiliens, l'occupation militaire ostensible de la ville. Et ils se mirent à l'oeuvre.

Dès juin 1821, apparaît déjà un fort mécontentement parmi les troupes à cause de la nomination de beaucoup d'officiers: il aurait été commis des injustices et des passe-droits. La tension militaire augmenta en juillet à l'arrivée de la nouvelle du départ de Lisbonne de 1.100 soldats envoyés vers Bahia. Seraient enregistrés alors les premiers affrontements entre Brésiliens et Portugais²³. L'arrivée de la troupe portugaise ne fit qu'alourdir le climat régnant entre les deux troupes. Des tracts sont distribués dans les casernes et la conspiration est devenue presque publique. Aux questions strictement militaires, s'ajoutaient le refus de la

"recolonisation". De même, l'action partisane du président de la junte, Moura Cabral, était pour déplaire aux gens du pays²⁴.

Le 3 novembre 1821, des officiers brésiliens des plus hauts grades essayent un "pronunciamento" pour renverser la junte²⁵. Ce groupe, sans se faire accompagner des troupes sous son commandement, envahit le siège du conseil municipal et essaya de déposer le gouvernement. Ses membres poussaient des vivats à la révolution portugaise et exigeaient en même temps le remplacement de la junte. Il s'agissait d'une manifestation plutôt politique que militaire. Les troupes portugaises, soutenues par des civils portugais, eurent vite fait d'encercler le palais et d'arrêter les insurgés. A la suite de plusieurs autres arrestations, les accusés sont embarqués sur la frégate Prince D. Pedro et envoyés à Lisbonne pour y être jugés²⁶.

Immédiatement après, le gouvernement proclama que les insurgés avaient voulu œuvrer pour la séparation du Brésil et du Portugal. Cette accusation accompagnera les prisonniers et leur présentation devant les "Côrtes" provoqua, une fois encore, la plus vive émotion. Pour la première fois, l'assemblée réunie en plenum fut obligée de discuter du mécontentement des Brésiliens opposés, et aux mesures économiques et commerciales prévues et à la recolonisation²⁷. Jusqu'à présent les rivalités et les oppositions entre Portugais et les gens du pays étaient imputés à de simples manifestations de jalousies locales ou régionales. Ce qui a le plus frappé l'assemblée fut que cette rébellion ait été menée exclusivement par des Brésiliens cultivés et riches, ce qui montrait la vraie complexité et la gravité du problème.

L'affaire a été remise à la commission chargée du projet de Constitution des "Côrtes" qui a reconnu les divergences des uns et des autres à propos des futures

relations commerciales entre le côté européen et le côté américain de l'empire. En raison de cette affaire, ladite commission a suggéré d'engager tout de suite des discussions, donnant donc aux députés de toutes les provinces brésiliennes, une occasion pour proposer à la commission des finances la révocation des impôts les plus lourds qui pesaient sur plusieurs provinces d'outre-mer²⁸.

Si, à Lisbonne, les conséquences furent plutôt favorables aux notables insurgés²⁹, à Bahia les partisans de la "Praia" ont profité du coup de force raté pour déclencher des hostilités publiques contre les soldats brésiliens, même quand ces derniers étaient dans leurs casernes. Les affrontements furent si violents qu'ils provoquèrent un premier et important exode d'habitants de la ville vers les villes du Recôncavo afin de fuir les troubles³⁰. Pour accentuer la pression sur les militaires brésiliens, les soldes de la troupe locale restaient impayés.

Ce mouvement avait fourni un prétexte aux radicaux Portugais pour démontrer combien les troupes brésiliennes étaient peu sûres et justifiaient l'occupation militaire de la ville. Ils ne demandaient rien de moins que le couvre-feu et une dictature militaire. La force armée serait le monopole des troupes européennes.

Pour faire passer le régime dictatorial, il fallait vider de tout pouvoir les institutions dont les titulaires représentaient en quelque sorte les intérêts locaux. Déjà en septembre, la députation bahianaise aux "Cortes" avait été expulsée de la Province³¹. En janvier 1822, la nouvelle junta permanente de gouvernement, d'après de nouveaux règlements venus de Lisbonne. Très curieusement, dans cette nouvelle junta, les Brésiliens étaient largement majoritaires³², et les Portugais, qui

jusqu'alors avaient tout le pouvoir, se trouvaient rejetés vers l'entourage du général Madeira de Mello.

Était donc consommée la coupure entre une représentation politique portugaise et une autre bahianaise. La première était fortement appuyée sur le grand et le petit commerce portugais, sur les troupes et sur les marins; la seconde, sur les troupes locales et sur une bonne partie des propriétaires des habitations sucrières. Deux groupes restaient apparemment neutres: les grands trafiquants d'esclaves, Bahianais ou Portugais, et les propriétaires d'habitations sucrières, nés au Portugal. Les gens du pays attendaient que les nouvelles de Lisbonne, dans le domaine des restrictions à la liberté du commerce, entraînent ces maîtres de moulin portugais vers leur cause.

Cependant, ce qui éloignait tous les maîtres de moulin des partisans de la dictature militaire, c'était leur désir d'imposer l'armée portugaise comme seule institution chargée de l'ordre public et comme le seul moyen pour assurer la préservation de l'esclavage³³. Les "praistas" les plus hardis, à Bahia comme à Lisbonne, soutenaient que le danger d'un grand soulèvement esclave, à l'exemple de la révolution de Saint Domingue, était imminent, ce qui justifiait l'expédition massive de troupes vers le Brésil et vers Bahia. Contre ces arguments, se sont levés les maîtres d'esclaves. Ils affirmaient à haute voix qu'il n'y avait aucun danger de soulèvement général au Brésil. Leurs représentants aux "Cortes" arrivent même à sous-évaluer la population esclave au Brésil, comme c'est le cas du député Costa Aguiar qui affirmait qu'à Bahia il y avait un esclave pour trois hommes libres, alors que Bahia était la province brésilienne où la population esclave était la plus fortement concentrée³⁴.

Faire de l'esclavage une question publique, une question d'état, voilà un point de divergence irréconciliable qui opposait les maîtres d'esclaves aux "praistas". Attribuer le statut d'insurrection à des mutineries considérées par eux comme des incidents ordinaires, propres à l'esclavage, équivaldrait à l'acceptation de l'état comme juge placé entre le maître et l'esclave et, à l'exemple de l'Amérique Espagnole, ouvrirait la voie des négociations directes entre les politiciens, militaires et bureaucrates de tout genre avec des esclaves insurgés. Or, le concept central de l'idéologie esclavagiste est justement le caractère privé de la "propriété" esclave. Cela avait déjà été proclamé par un manifeste des notables de Bahia, dans lequel il est affirmé que l'esclavage au Brésil se résumait à un esclavage "domestique" qui ne s'imposait que sur les "fils de l'Afrique"³⁵.

En outre, les maîtres pensaient que l'action militaire n'était pas appropriée à la répression des soulèvements esclaves. Dans la logique des militaires, un esclave insurgé était avant tout un ennemi dangereux à abattre. Dans la logique des maîtres de moulin, par contre, un esclave insurgé n'était qu'une "pièce de sa propriété" qu'il fallait récupérer. L'appel fréquent aux troupes pouvait amener à des massacres et, par conséquent, à des pertes très lourdes pour leur capital³⁶.

Le durcissement des positions provoqua la déchirure du tissu social en haut de la hiérarchie. Malgré la radicalisation des partis qui se voulaient les représentants des négociants portugais et des maîtres de moulin bahianais, ces deux groupes socio-professionnels étaient composés par de nombreuses personnes qui, tout en exerçant le commerce, possédaient des habitations sucrières et des propriétés rurales et aussi par d'autres qui, propriétaires de moulin à sucre, étaient tout à fait associées au commerce d'esclaves. De plus, la proximité

sociale entre ces deux groupes placés en haut de l'échelle sociale bahianaise, se traduisait par l'existence de nombreux liens de famille entre eux. Ainsi, plusieurs de ces habitants se trouvant dans des positions intermédiaires ou ambivalentes se sont retirés de la cité, soit en gagnant les habitations situées sur les terres du fond de la baie, soit en vendant habitations, propriétés urbaines et négoce pour rentrer au Portugal³⁷.

B. La cité réduite

Le 15 février 1822, arriva au port de Bahia le courrier "Leopoldina" apportant le décret royal de nomination du général Luis Ignacio Madeira de Mello au poste de commandant des armées de la province de Bahia³⁸. Carte de dictateur à la main³⁹, ledit général a vite fait de mettre ses troupes en état d'alerte. Ensuite, il cherche à faire reconnaître son titre et son ordre de mission par le conseil municipal de la ville. La réaction des gens du pays a été aussi immédiate. Les troupes bahianaises ont acclamé leur général Manoel Pedro qui se refusa à passer le commandement militaire de la ville au Portugais⁴⁰. L'enjeu était déjà bien net⁴¹: l'affrontement que les Portugais avaient tellement recherché devenait alors inévitable et le moment était arrivé pour faire la preuve de l'inutilité des troupes composées par des "caibras"⁴². Egalement, sur le plan politique, c'était l'heure de supprimer toute velléité d'action des notables du pays, organisés, dès lors, autour d'une junte bahianaise et d'un conseil municipal traditionnellement prestigieux.

Un manifeste lourd de quelques quatre cent trente et une signatures, adressé au conseil municipal, s'opposait à l'acceptation de la mission du général portugais et demandait aussi la consultation de plusieurs conseils

municipaux de la province; après quoi les "Côrtes" seraient appelées à revoir la nomination. La junte tergiversait entre l'une et l'autre solution. Le général Madeira, fort de son droit venu d'outre-mer, surmonta toutes les petites oppositions soulevées par le pouvoir civil et réussit à s'imposer comme seul titulaire du pouvoir exécutif⁴³.

L'affrontement militaire se produisit le 19 février et le lendemain matin les troupes bahianaises étaient en fuite⁴⁴, Manoel Pedro emprisonné et le général Madeira maître de la province. La junte était démoralisée et, le 2 mars, le conseil municipal dut plier devant le vainqueur en acceptant le serment du général portugais qui prit alors possession du gouvernement.

Après le 3 mars, la république autonome de Bahia était complètement soumise au général, au parti portugais, au club "Água Branca". Toutes les troupes de première ligne et les milices composées par des Brésiliens furent alors dissoutes et les quelques fugitifs revenus sur place, furent encadrés dans les régiments sous commandement portugais⁴⁵. Ils reçurent leurs soldes et leurs rations. Une amnistie générale fut proclamée. C'était la Pax Lusitania.

Soldats et marrons

Sûrs d'eux mêmes, ces Portugais de Madeira ne soupçonnaient même pas qu'ils avaient, maladroitement soulevé le couvercle de la boîte de Pandore. Ils avaient bousculé tout l'ordre social: les élites humiliées se repliaient dans le silence ou prenaient le chemin de la fuite vers les villes de l'intérieur; le pouvoir politique démoralisé prêchait dans le désert; la force armée dissoute, les pauvres libres et les esclaves étaient confondus dans la mêlée d'une foule sans

contrôle. Le temps était venu pour les Portugais révolutionnaires de montrer comment réorganiser une société à coups de baïonnette⁴⁶.

Cependant, battues en pleine rue, les troupes des Bahianais ont, comme une trainée de poudre, transmis le feu de la rébellion à tout le corps social. A la veille de ces combats, dans les casernes des deux principaux bataillons brésiliens, celui de l'artillerie de Manoel Pedro et l'autre d'infanterie, les Chasseurs, on s'empresse d'accumuler de la poudre, des armes et des munitions réquisitionnés à l'arsenal militaire de Bahia. Auprès de ces contingents se présentent des volontaires dans les casernes, les 3^e et le 4^e régiments de milice (composés par des noirs et par des mulâtres), auxquels se sont joints des miliciens du 2^e régiment (formé par des blancs pauvres) et des contingents des "Ordenanças", sans compter les nombreux civils, qui se sont fait donner armes et munitions⁴⁷.

A la suite de leur défaite, ces troupes en fuite s'étaient dispersées aux alentours de la ville, en un désordre résultant du naturel éclatement de l'encadrement des officiers. S'organisent alors des bandes autonomes de soldats, surtout de couleur, proches des esclaves urbains, bandes d'affranchis, de noirs et de mulâtres libres. Ils mènent leur guerre, à leur façon, contre leurs ennemis, qui ne se sont pas seulement les Portugais mais aussi, par extension, les européens en général, les blancs et les maîtres d'esclaves⁴⁸. Et voilà à quoi conduisait la sagesse des radicaux Portugais: ils étaient en train de disséminer un soulèvement général qu'ils s'étaient proposés d'empêcher.

D'après les témoignages, un seul détachement réussit à se replier en ordre vers le nord de la ville, en direction d'"Açu da Torre", le légendaire fief de la famille Pires. de Carvalho e Albuquerque, dont l'un des chefs siégeait à

la junte de Bahia. Là, il a rejoint les troupes de milices commandées par les grands propriétaires terriens pour constituer un noyau organisé d'opposition militaire aux tous puissants soldats de Madeira. Toutefois, ces troupes en retraite se sont défoulées au passage contre tout ce qui ressemblait à des Portugais, ce qui fut l'objet de réclamations adressées par l'un des maîtres de moulin allié de leurs officiers⁴⁹.

La majorité des troupes en fuite, tout en soutenant une petite guérilla qui harcelait déjà les vainqueurs, cherchait à s'abriter en rassemblements éparpillés dans les bois environnant la ville⁵⁰ ~~Agui Botar a notado~~. Ces attroupements de gens de couleur constituèrent alors beaucoup plus que de simples campements militaires de résistants à l'occupation portugaise; ils devinrent de vrais "quilombos", points de rencontre des soldats dispersés, d'esclaves fugitifs et de toute sorte de gens de couleur libres luttant contre l'ordre social. Placés à mi-chemin entre la ville et le Recôncavo, ces foyers rebelles ont joué le rôle de base pour bien des actions de harcèlement contre la troupe portugaise qui se croyait à l'abri en ville, comme aussi pour de continuelles incursions de pillage contre les propriétaires terriens et les maîtres de moulin des alentours.

Le commandement portugais a dû envoyer des expéditions dans le but de désarmer et de disperser ces bandes. La cavalerie a dû mener plusieurs charges quelques lieues à l'intérieur et engager beaucoup de combats, avec des pertes, sans aucun succès réel, en raison de l'extrême mobilité de ces groupes⁵¹. A l'intérieur de la ville, la troupe européenne ne pouvait rien contre le va-et-vient de ces soldats et de ces marrons qui s'étaient mis à armer contre elle les populations de couleur. Ainsi, toutes les nuits, se produisaient des scènes violentes qui finissaient toujours par des assassinats des deux côtés⁵². Cette guerre sourde finit par briser la

discipline de l'armée de Madeira qui se livra à une répression aussi farouche qu'aveugle contre toute la population urbaine non portugaise, y compris contre les membres des riches familles propriétaires de la terre.

Voyant diminuer le contingent militaire à cause de ces meurtres quotidiens, voyant s'installer l'anarchie avec l'affaiblissement de tous les moyens de contrôle, publics et privés, d'une population urbaine dont une grande partie se composait d'esclaves, la population appartenant à des couches aisées de la hiérarchie urbaine s'est alors retirée massivement vers les villes et les habitations du Recôncavo, laissant derrière elle dans la capitale de la province, les Portugais de la "Praia" et ses soldats face à la population plus pauvre et franchement insurgée contre eux⁵³.

Ainsi, avant que nulle action politique ou militaire ait été entreprise par les notables du Recôncavo, le général Madeira et ses partisans étaient déjà bel et bien battus politiquement. Ils furent incapables d'assurer le minimum d'ordre, même parmi leurs soldats, et pourtant ils avaient concentré tout le pouvoir politique et militaire. Sorte de confession, le gouvernement militaire fit donc publier le 31 mars une proclamation à la population prêchant contre l'exode vers l'intérieur. Le jour suivant, la junte civile, soumise, en fit autant. Ils reconnaissaient publiquement l'état d'anarchie régnant dans la ville. Ainsi, un groupe de révolutionnaires qui se prétendaient les régénérateurs de l'empire, n'avaient réussi qu'à occuper une ville en convulsion.

Le silence des notables

Pendant que le peuple de Bahia subissait la pression quotidienne des matelots et des soldats déchaînés⁵⁴, les membres mieux placés de la cité adoptaient comme conduite

le repli progressif, en gardant un pied dans la ville et l'autre au fond de la baie; des regards allaient vers Lisbonne et bien d'autres vers Rio. En fait, quelque fut le destin de l'empire portugais, ces notables voulaient à tout prix éviter de se voir écartés des hauts postes de l'administration et du gouvernement.

A l'intérieur de la junta de gouvernement, la réaction à la dictature s'avéra très molle dès le premier affrontement⁵⁵. Lors des événements à la veille du 18 février, la junta avait été inopérante. Ce jour-là, elle enjoignait au lieutenant-colonel chargé de la police de la ville de reprendre le contrôle de la ville par un décret inapplicable à cause d'un évident manque de moyens⁵⁶.

Plus tard, cette junta a essayé un autre geste de résistance, bien timide, contre la dictature militaire, dans un affaire qui montrait le conflit entre pouvoir civil et militaire. Au mois de mars arriva, pour une escale forcée au port de Salvador, le navire S. José Americano qui transportait un détachement fort de 300 hommes sous le commandement du général Francisco Joaquim Carreti. Le général Madeira ordonna son débarquement immédiat pour renforcer les contingents déjà sur place, à quoi s'opposa fermement le commandant Carreti. Ce dernier s'appuyait sur deux arguments incontestables. D'abord, il était en train d'exécuter des ordres formels que lui avait donnés le prince régent à Rio pour ramener ces troupes à Lisbonne. Ensuite, d'après les usages de la hiérarchie militaire, il n'était pas obligé d'accepter les ordres d'un général brigadier plus jeune que lui dans le grade.

La junta de gouvernement prétexta le manque de ressources pour le paiement des soldes des membres de ce détachement⁵⁷. Les négociants portugais répondirent alors rapidement par une souscription qui dépassait largement

les fonds présumés nécessaires. La junta s'opposa à nouveau au débarquement, alléguant cette fois que ces troupes avaient reçu une destination et des ordres fixés par le Prince Régent du Brésil, dont ils devaient reconnaître l'autorité. Pour contrer le pouvoir militaire, le pouvoir civil essaya, à chaud, de changer la politique extérieure de la cité et de s'abriter derrière le rempart du gouvernement de Rio. Une telle manoeuvre d'opportunisme n'a point tenu⁵⁸. Le général Madeira à riposté par une correspondance du 25 mars par laquelle il affirmait qu'il n'était pas soumis au gouvernement de Rio et qu'il obéissait à un pouvoir supérieur, celui du Roi et des Cours. La junta dut se plier le jour suivant. En fin de compte, chaque pouvoir dans la province obéissait à une source de pouvoir différente⁵⁹.

Du côté du conseil municipal s'éleva une voix plus énergique contre la dictature mais aussi inefficace, celle de la chambre qui adressa une représentation au Roi pour exiger le départ des troupes portugaises de Bahia, responsables et elles seules, de tous les troubles des 18 et 19 février⁶⁰.

Un début de réaction des notables de la province n'arriva que quatre mois plus tard, le 14 juin, quand le peuple et les autorités municipales de la ville de Santo Amaro, située au fond du Recôncavo, proclamèrent leur adhésion au gouvernement de Rio de Janeiro. Cet acte entraîna des proclamations identiques dans les municipalités les plus importantes du Recôncavo⁶¹. A la suite de Santo Amaro, et avant le 29 juin, les deux autres villes importantes du fond de la baie se prononcèrent également, celles de Cachoeira et celle de São Francisco do Conde. Se joignirent à elles les villes de Maragogipe, de Valença, de Jaguaripe et de Pedra Branca. Toutes les villes du pourtour de la Baie-de-Tous-les-Saints et du littoral sud étaient ainsi associées. Ces villes de l'intérieur de la

province constituèrent, ensuite, un gouvernement autonome qui aura son siège à Cachoeira.

Pour assurer la coordination de cette fédération fidèle au prince et à Rio, a été créée une junta provisoire. Il est remarquable que, à la tête de ce comité, se trouvait le secrétaire de la junta de gouvernement qui avait quitté la ville de Bahia, Francisco Elesbão Pires de Carvalho e Albuquerque, la première autorité civile à se soulever contre la dictature du général Madeira⁶². Un autre notable, Francisco Brandão⁶³, membre du conseil municipal de la capitale, prit part au nouveau gouvernement à côté de représentants des notables des villes de S. Francisco do Conde, de Jaguaripe et de Pedra Branca. Dorénavant, l'existence de deux gouvernements était un fait accompli: le général Madeira, ses partisans et les négociants en ville obéissaient aux "Cortes" de Lisbonne et la fédération de Cachoeira obéissait au gouvernement du prince Pedro de Rio.

Le siège de Bahia

Les premiers engagements armés entre les forces des deux gouvernements ne vont pas tarder. Les Portugais prennent l'initiative de l'attaque dès le 25 juin, le jour même de l'acclamation du prince à Cachoeira. Une goélette bombarde cette ville mais est repoussée par les défenseurs. Le 10 juillet, des canonnières mènent une attaque contre l'île d'Itaparica pour anéantir une mobilisation militaire anti-portugaise, mais elles se replient ensuite⁶⁴.

Dès le début, le conflit prend la caractéristique d'une guerre d'usure. Chacun des opposants prétend imposer le blocus à son adversaire. Les notables organisent une force de 1 500 hommes. Ce sont des miliciens auxquels se sont ajoutés quelques centaines de soldats errants qui

avaient fait partie des troupes battues récemment dans la capitale. Cela ne fait certainement pas figure d'armée organisée. Ces troupes se sont cantonnées sur les pentes des hauteurs qui dominent les voies d'accès terrestre vers la ville de Bahia. En même temps, plusieurs points fortifiés levés dans l'île d'Itaparica et dans les îles à l'intérieur de la baie, assurent un réseau défensif qui oppose un obstacle efficace à des actions navales portugaises contre les villes situées au fond de la baie.

De fait, les Bahianais reprennent la même stratégie d'encerclement que celle qui avait été mise en place au XVII^e siècle contre les Hollandais. Le double objectif, défensif et offensif, consiste à la fois à bloquer l'entrée des denrées alimentaires en ville et, en même temps, à empêcher le débordement vers les propriétés de l'intérieur, des actions des bandes de déserteurs et de marrons.

Les Portugais, à leur tour, forts de trois mille soldats de l'armée régulière, se trouvaient fortement barricadés en ville. Eux aussi, ils se croyaient en train d'imposer un blocus au Recôncavo pour empêcher que les insurgés exportent leur sucre. Ils comptaient tellement sur ce blocus pour faire plier les Bahianais, qu'ils se sont heurtés avec véhémence aux prétentions des commerçants anglais qui, appuyés par les vaisseaux anglais mouillés dans le port, ont tenté le 4 septembre, une expédition maritime au fond de la baie pour y faire leurs achats et leurs ventes.

Les Anglais fondaient leur prétention justement sur le droit du libre commerce avec le Brésil, droit renforcé par les privilèges obtenus par les traités de 1810. Ils se considéraient neutres dans ce conflit entre deux gouvernements, celui de Bahia, sous le contrôle du général Madeira, et l'autre, celui de Rio, auquel s'étaient rattachés les villes rebelles⁶⁵.

Inutile de dire la violente réaction de la presse portugaise en ville. En fin de compte, le radicalisme portugais trouvait sa raison fondatrice dans le protectorat exercé par les Anglais sur l'empire portugais agonisant, qui avait déjà détruit sa marine, qui avait déjà concurrencé son commerce et qui, à présent, était en train d'intervenir dans les affaires intérieures de sa province.

Le gouvernement de Rio a vite riposté par un décret de blocus du port de Bahia. Par ce décret daté du 12 novembre, était décidé que tout produit étranger entré par le port de Bahia et réexporté vers un autre port de Brésil serait obligé de payer encore une fois les droits d'importation⁶⁶.

"Fecha a porta,
la vem Labatut,
Com tropa de negro
Parece urubu". 67

Le cours de cette "drôle de guerre", qui arrangeait d'ailleurs les deux côtés, tourne sensiblement à l'arrivée du général Pierre Labatut. Cet ancien demi-solde de l'armée de Napoléon était l'envoyé du gouvernement du prince à Rio avec permission de faire de ces bandes armées privées, une armée en état de faire face à l'armée portugaise. Il apportait avec lui l'ordre adressé par le prince D. Pedro au général Madeira d'évacuer avec ses soldats la place de Bahia. Il apportait aussi 5 000 fusils, des pièces d'artillerie et grande quantité d'armes légères et de munitions pour approvisionner son armée qualifiée d'"Armée de Pacification"⁶⁸. De plus, il amenait une troupe de 200

soldats Noirs, anciens esclaves affranchis à Rio pour composer ce détachement de "Libertos do Imperador", c'est à dire, d'affranchis de l'empereur.

Pour un général qui désirait construire son armée, il fallait d'abord des hommes en plus grand nombre. Avant d'arriver à Bahia, il passe donc par les provinces de Pernambouc et d'Alagoas où il forme un corps de volontaires de 500 hommes. Il reçoit encore un détachement de 200 soldats venus de la Province de Paraiba. Ce n'était pas suffisant. Dans sa logique militaire, puisque il était en train de se battre pour la cause des maîtres de moulin contre celle des négociants de la ville, il était normal de demander des volontaires auprès de ce groupe. C'est alors qu'il vit s'élever contre lui toutes les résistances des notables. Il adresse à ce propos un rapport à Rio dans lequel il demande des renforts et il menace de se retirer avec ses troupes en laissant Bahianais et Portugais à leurs querelles⁶⁹.

Ce vétéran de la guerre d'indépendance en Colombie avait le souvenir tout frais des pratiques usuelles dans les pays hispano-américains concernant l'engagement massif dans les armées d'esclaves désirant, en échange, leur affranchissement. Dans certains pays, comme l'Argentine, par exemple, cet expédient⁷⁰ était même la voie la plus importante pour l'affranchissement et cela bien avant les lois d'abolition générale de l'esclavage. Et les notables de Bahia le savaient fort bien.

Un appel est donc lancé aux esclaves de Bahia. Des demandes formelles sont adressées aux conseils municipaux des villes confédérées de Santo Amaro et São Francisco, aussi bien qu'à leur junta de gouvernement, afin que soient libérés les volontaires esclaves pour la formation d'un corps de première ligne qui serait encadré par le capitaine José Gomes Moncorvo. Si l'idée d'une armée

d'anciens esclaves effrayait les Portugais, Labatut au contraire, était fort attiré par cette idée. Il se souvient de son expérience colombienne, mais surtout il constate que toutes les troupes brésiliennes étaient formées par des gens de couleur dont la distance sociale par rapport aux esclaves était minime.

Cependant, une large consultation lancée auprès des propriétaires donne comme résultat le plus ferme refus à l'idée de la libération de leurs travailleurs-esclaves. De plus, on s'oppose à l'organisation d'une armée composée d'anciens esclaves, de peur qu'à la première grave crise disciplinaire, ces troupes ne deviennent des agents de vengeance. Tout ce qui a été accordé fut la cession de quelques esclaves pour les tâches non militaires dans l'armée, tels que domestiques et porteurs du train d'équipage⁷¹.

Entre-temps, Labatut se livre à un travail de police dans les environs de la ville assiégée en détruisant les centres d'esclaves fugitifs et même en faisant exécuter des esclaves qui composaient les bandes de marrons. Il est certain que bon nombre de ces esclaves "sans maître", de ces déserteurs et des libres qui composaient ces groupes, sont engagés de force dans les corps d'armée de Noirs.

Les militaires avaient l'habitude des réquisitions en temps de guerre, des biens pris à ceux qui ne les soutenaient pas. Ils ne s'en privèrent pas à Bahia. Labatut pratiqua largement les réquisitions dans des habitations sucrières et même des pillages de vivres, d'animaux et d'esclaves⁷².

Ces sortes d'appel et de pratique constituaient un fort élément d'incitation à la fuite pour les esclaves des habitations dans un moment de guerre, alors que la surveillance et la discipline dans les propriétés étaient

affaiblies et, dans certains cas, même inexistantes⁷³. Il est aujourd'hui très difficile de faire une estimation quantitative de la participation des esclaves affranchis dans les rangs de l'armée de Labatut. En plus du détachement d'affranchis venus de Rio, il s'était donc formé ce corps d'armée surnommé "Batalhão dos Libertos" - bataillon des affranchis - qui était fort de 327 anciens esclaves, mulâtres clairs⁷⁴. Mis à part ce petit détachement, il n'y a pas moyen d'identifier les anciens esclaves incorporés aux régiments composés aussi de Noirs libres, de Mulâtres, de Métis et d'Indiens venus de l'intérieur. Néanmoins, le témoignage d'un candidat au poste d'infirmier dans l'armée nous apprend que la maladie qui frappait le plus l'armée de Labatut était le mal provoqué par les "bichos-do-pé"⁷⁵. Or, seuls les personnes marchant pieds nus étaient exposées à cette maladie. Les esclaves, à qui il était interdit selon la coutume brésilienne de porter des chaussures, étaient naturellement les plus exposés à ce fléau. Il est donc possible de supposer que, étant donné que cette maladie était très répandue, cela correspondait à une forte présence d'esclaves dans les rangs de cette armée.

L'affranchissement des esclaves par leur incorporation au service de l'armée, en plus de l'affranchissement lui-même, constituait un fait politique tout à fait nouveau à Bahia. Les affranchis et les hommes de toutes couleurs étaient appelés à la constitution d'une armée nouvelle, instrument de la volonté politique d'une nation qui était en train de se faire. Cette armée était dirigée par un général étranger et étrange pour cette société de notables, dont il ne comprenait pas bien les intérêts⁷⁶. D'ailleurs, l'action violente du général et son comportement arrogant vis-à-vis des maîtres d'esclaves et des commandants de milice le plaçaient, aux yeux des pauvres et des esclaves, dans une position de supériorité et en condition d'imposer un pouvoir public par dessus le pouvoir privé jusqu'alors exercé par les notables et

propriétaires d'esclaves. Par la logique d'un temps de guerre, il avait le monopole de la force armée, tout en maîtrisant aussi les groupes armés privés sous commandement des familles des notables du sucre tels que les Calmon, les Bulcão, les Argollo, les Berenguer et les Pires de Carvalho e Albuquerque, en leur imposant une hiérarchie militaire légitimée par le prince devenu empereur, et seule source de pouvoir.

Dans un certain sens, Labatut était en train de faire à l'extérieur de la ville ce que son adversaire avait fait à l'intérieur. Le général Madeira avait "lusitanisé" son armée en excluant les notables, "fils de la terre" et les Bahianais du contingent. Labatut, à son tour, était en train de constituer une armée nationale brésilienne formée par des hommes de toutes les couleurs et de tous les statuts civils - Noirs, Mulâtres, Blancs pauvres, Indiens, affranchis, esclaves - encadrée par des officiers venus de Rio et de Pernambouc, largement majoritaires par rapport aux quelques officiers bahianais du rang. Pour renforcer cette mystique, il avait réussi à imposer une discipline à ce mélange de gens: les résultats étaient largement positifs⁷⁷.

Les méthodes violentes utilisées par le général ne rendaient pas la vie dans cette armée moins pénible qu'ailleurs, ni ne faisaient de lui un leader politique ou révolutionnaire du type européen. De fait, il était plus proche du modèle du chef militaire hispano-américain, aimé et redouté par ses soldats, suivi par ses troupes jusqu'à la mort et, surtout, meneur solitaire de toute action politique concernant ses soldats. Le petit peuple de Bahia avait trouvé son "caudillo"⁷⁸.

Plutôt qu'une armée de libération, les troupes de Labatut deviennent une armée de désorganisation de la société et de l'économie du Recôncavo sucrier. Les rapports entre le général et le gouvernement de Cachoeira empirent de jour

en jour, et les officiers, commandants des corps d'armée, conspirent ouvertement contre lui et finissent par le déposer. Il est arrêté le 24 mai 1823. En septembre, il sera embarqué vers Rio et présenté devant un conseil de guerre qui l'acquittera en février 1824⁷⁹.

C - Une guerre sans fin

Le visiteur du Musée de l'Armée de Lisbonne trouvera certainement dans une des vitrines, au pied des drapeaux des corps militaires portugais, le diplôme qui atteste les grands faits d'armes du général Ignacio Madeira de Mello, commandant de la place de Bahia qui réussit à la perfection, sans capitulation, la retraite de toute sa troupe, avec tout le matériel de la place assiégée. Et le touriste qui, aujourd'hui, arrive à Bahia un 2 juillet se mêlera à une grande fête populaire, au cours de laquelle un grand défilé reprend le trajet de l'entrée en ville des troupes brésiliennes qui ont expulsé les tyrans portugais ce 2 Juillet 1823. Les deux partis fêtent très justement leur victoire puisque le dénouement du siège de la ville a été la meilleure solution pour les assiégeants comme pour les assiégés.

Pour le général Madeira, la place militaire restait toujours bien gardée et il disposait d'une supériorité militaire représentée par une armée professionnelle qui comptait 12.000 hommes et une marine de guerre qui comptait environ 438 canons. Cette supériorité militaire lui avait justement permis d'entreprendre une opération d'embarquement sur 86 navires avec tous ses soldats et de nombreux civils sans que les assiégeants s'aperçoivent de ses mouvements. Par contre, la dictature militaire qu'il avait imposée au nom du régime révolutionnaire des "Côrtes" était politiquement et socialement intenable. Dans la ville occupée, il ne disposait plus d'aucune institution politique en état d'exercer le pouvoir civil.

Isolé avec son entourage de radicaux, il ne pouvait compter que sur l'armée dont les soldats étaient constamment harcelés par une population humiliée, agressive et affamée.

Encore plus grave était l'affaiblissement de sa position au Portugal. Même chez les révolutionnaires les plus radicaux, l'idée la plus courante était celle de l'inutilité qu'il y avait à garder le Brésil. Pour quelques-uns, il était préférable de négocier des privilèges pour le commerce et pour l'immigration portugaises par le biais d'un bon traité commercial, à l'exemple de ce qu'avait fait l'Angleterre en 1810⁸⁰. D'autre part, l'évident échec politique à Bahia, justifiait des démarches ayant pour but le remplacement de Madeira de Mello par le général José Carlos de Saldanha Oliveira e Duan⁸¹. Pis encore pour les "praistas", était la progression au Portugal de la rébellion contre le régime des "Côrtes" sous le commandement du comte d'Amarante. Certainement, en raison du temps de la traversée atlantique pris normalement par un bateau rapide, le général Madeira n'était pas au courant le 2 juillet que les troupes de la restauration absolutiste avaient gagné les rues de Lisbonne le 24 juin, mais très certainement il était au courant de leur progression antérieure.

Un fait nouveau a accéléré la décision de retraite: en mars 1823 arrive à Bahia une division navale de 9 vaisseaux sous le commandement de l'amiral Cochrane, un Anglais au service de l'empereur de Rio. Malgré sa petite force par rapport à la flotte portugaise et malgré le mauvais entraînement de son équipage qui ressemblait plutôt à des corsaires qu'à des marins de la Royal Navy, la présence de cette force navale ne laissait aucun doute: la flotte portugaise serait bien obligée de livrer combat avec des pertes certaines.

Alors ces "régénérateurs" d'un empire portugais qui avait tout fait pour reconstruire une marine, épine dorsale du nouvel empire maritime, ont préféré à tout prix préserver ce qui restait de la marine portugaise. Ils avaient, dans leur logique de navigateurs, protégé le port jusqu'au dernier moment. Il fallait maintenant sauver les navires. Ils ont donc mis les voiles.

Pour les assiégeants aussi, l'heure était venue d'en finir avec le siège. La guerre faisait déjà des ravages parmi les Bahianais. Les moulins n'avaient pas moulu de l'année⁸². Le port était bloqué pour les exportations. Tous les flux d'échanges entre le port et la ville étaient coupés à cause de la guerre. La famine menaçait comme aussi le désordre social, même dans les villes confédérées du fond de la baie. La plus grande partie de la population pauvre qui avait quitté la ville assiégée encerclée entre les lignes des deux armées⁸³, a été décimée par la famine et par la maladie.

La situation militaire des assiégeants n'était pas brillante. La déposition du général Labatut avait fait de l'armée une confédération de chefs militaires, sous la direction du général Lima e Silva, commandant du "Bataillon de l'Empereur", fort à peine de 800 hommes et sans aucune autorité sur les commandants Bahianais et Pernamboucanais qui se partageaient la direction effective de ces troupes. Cantonnés dans les bois environnant la ville, les troupes étaient exposées à toutes sortes de maladie tropicales, sans médicaments, sans vêtements, sans protection contre la pluie. Dans le contingent le taux de malades monte à plus de 10%⁸⁴. La discipline de Labatut avait déjà quitté le camp des Bahianais; les désertions augmentaient, mais augmentaient surtout les conflits entre les détachements d'origine différente⁸⁵.

Les Brésiliens s'étaient déjà faits à l'idée de leur incapacité militaire de donner l'assaut à la place. Leur stratégie était donc celle de l'immobilisation du front jusqu'à l'épuisement des vivres dans la ville. C'était la guerre de la maladie contre la faim.

Ainsi, quel soulagement à l'aube du 2 juillet quand les troupes brésiliennes se sont finalement aperçu que, comme par enchantement, il n'y avait plus un seul soldat portugais dans la ville de São Salvador da Bahia de Todos os Santos. Il ne restait qu'à y entrer en triomphe.

D - Le bahut ouvert

L'enchaînement presque tragique des faits et circonstances qui ont mené à une guerre civile, déchirant la société bahianaise d'entre 1820 et 1823, exige au moins un effort pour comprendre certaines caractéristiques particulières de Bahia par rapport aux autres provinces de cette Amérique Portugaise devenue le Brésil.

Prenant le même genre de question que se pose Barrington Moore Jr.⁸⁶ à propos de la Guerre Civile Américaine, il est légitime de se demander quel ordre de facteurs a poussé le processus de séparation de cette province de l'empire portugais vers une guerre désorganisatrice et meurtrière. Pour les Etats Unis, Moore se demandait en fin de compte, s'il y avait une opposition irréconciliable entre la fabrique des yankees et la "plantation" des sudistes, au point d'entraîner un conflit armé⁸⁷. Dans le cas de Bahia, quelle explication trouver à la violence par laquelle des négociants et des militaires portugais se sont jetés farouchement dans une opération de démantèlement d'une société coloniale, celle de Bahia?

La question elle-même, telle qu'elle est posée, reflète le besoin de comprendre un processus d'indépendance très particulier dans le Brésil colonial. En fait, dès le déclenchement de la révolution portugaise de 1820 et jusqu'à la retraite portugaise de Bahia en 1823, les groupes de Portugais ont gardé l'initiative de toutes les actions qui ont accéléré le conflit social à Bahia. Ce raisonnement impose donc une révision critique des conclusions auxquelles sont arrivés les historiens brésiliens de l'indépendance.

La plus répandue est la vision patriotique d'un Brésil qui se pense déjà comme une nation, et qui se débarrasse des liens traditionnels de dépendance vis-à-vis d'un Portugal chaque fois plus pauvre et plus soucieux d'exploiter les richesses brésiliennes.

Les analyses sont évidemment très variées et leur complexité est aussi très variable. Sont déjà classiques les abordages qui replacent l'indépendance brésilienne dans le cadre international de l'évolution du capitalisme dans lequel l'ancienne métropole coloniale, incapable de développer une économie manufacturière dynamique, a du céder la place à une autre grande puissance naissante et moderne, l'Angleterre. Dans un tel scénario, les élites brésiliennes auraient poussé le pays sur un chemin naturel de progrès économique⁸⁸. En ce qui concerne Bahia, l'expansion anglaise apportait des éléments d'exclusion fort prononcés à l'égard d'une économie centrée sur l'exportation d'un sucre et d'un tabac de mauvaise qualité qui ne trouvaient même pas leur place sur les marchés contrôlés par les Anglais.

En outre, le trafic négrier auquel se livraient intensément des négociants et des armateurs de Bahia, les mettaient en opposition ouverte vis-à-vis du combat livré par les Anglais contre ce trafic. Là se rencontre la solidarité de tous les profiteurs de l'esclavage unis

contre l'expansion commerciale et militaire anglaise dans l'Atlantique Sud. Ces intérêts économiques expliquent certainement l'action politique de tous les notables à l'occasion de la Révolution Portugaise de 1820, une révolution d'ailleurs anti-anglaise.

Dans une autre abord, le centre de cette réflexion se tourne vers l'analyse d'une dynamique interne de l'économie et des sociétés locales, forces qui auraient poussé les plus éclairés et les plus riches, ceux qui contrôlaient le secteur dynamique de l'économie de Bahia - l'agro-industrie sucrière - vers un processus d'indépendance. Le déroulement de la guerre d'Indépendance à Bahia montre, bien au contraire, la position défensive adoptée par les vrais représentants de cette agro-industrie. Il est absolument évident qu'ils auraient préféré maintenir le statut colonial plutôt que de voir désorganiser, par des émeutes ou des révolutions, le complexe agro-industriel et commercial tissé autour du sucre. Voire dans les Bulcão et dans les Pires de Albuquerque des héros modernisateurs est une opération qui demande beaucoup d'imagination historique⁸⁹.

L'idée tout à fait opposée que développe l'historien bahianophile José Honorio Rodrigues ne tient plus⁹⁰. D'après lui, toute l'action qui a déclenché, qui a mené et qui a gagné la guerre, venait à l'origine de l'effort des autres Brésiliens, Bahianais mis à part, Bahianais toujours traîtres, toujours lâches, toujours anti-brésiliens. En fait, l'action du gouvernement de Rio n'intervient qu'après la rupture des alliances entre les notables bahianais et les négociants de la "Praia"; auparavant même pas une lettre de Rio n'avait cours à Bahia. Est aussi évidente la faiblesse du gouvernement de Rio, qui ne réussit même pas à assurer au commandement des armées, le général qu'il avait nommé.

Prendre en compte les intérêts qui opposaient les négociants portugais aux producteurs bahianais de sucre peut ouvrir une voie plus payante pour comprendre les conflits quotidiens entre les deux groupes. Mais elle s'avère largement insuffisante pour expliquer une coupure si radicale entre les deux groupes⁹¹. Ce qui apparaît plutôt est leur complémentarité, à tel point que les persécutions contre le groupe des négociants, après l'Indépendance, finit par toucher au coeur l'agro-industrie sucrière. Même dans les moments les plus difficiles, quand il y avait une forte pression des radicaux portugais pour l'adoption des lois restrictives à la liberté de commerce du Brésil, les voies étaient ouvertes à des négociations entre négociants et maîtres de moulin à sucre.

Du reste, tout au long de la guerre, les frontières qui auraient pu séparer les uns des autres paraissent bien floues. La radicalisation du conflit a frappé surtout les personnes qui par leur position économique ou même par leurs liens familiaux et sociaux, avaient des intérêts des deux côtés. Il y avait des négociants portugais maîtres de moulin, des commerçants brésiliens trafiquants d'esclaves, des Brésiliens fils de Portugais etc... Ces personnages ont joué un certain rôle de modération des passions et, dans le cours inexorable du conflit, ils ont fini par être écrasés. Un bon exemple de cette situation est celui de la famille Pinto d'Oliveira França. Le maréchal Luis Paulino était lui-même un Brésilien issu du continuel mélange de maîtres-de-moulin du Recôncavo avec des militaires et des gentilshommes bureaucrates venus du Portugal. Ainsi, l'observation empirique ne dément pas l'aggravation des différends entre les deux groupes mais n'autorise pas, pour autant, à y trouver un moteur capable de donner le rythme du conflit.

Les pistes pour comprendre cette rupture entre la cité la "plus portugaise" du Brésil et "la mère patrie" se

trouvent certainement dans la diversité de la nature et du rythme des transformations socio-culturelles subies par une société portugaise, d'un côté, et une société bahianaise d'un autre, surtout à partir des années qui ont suivi l'occupation française en 1808, jusqu'en 1820. L'eupérisation massive et douloureuse d'un Portugal, depuis longtemps mis à l'écart du continent et tourné vers la mer et l'outre-mer, accélère la dynamique de contestation des classes sociales intéressées à la démocratisation de la terre, de l'emploi et des richesses.

Cette pression révolutionnaire a abouti, après le mouvement de 1820, à une politique de réforme agraire appliquée surtout aux terres de l'état et aux terres des ordres religieux⁽⁹²⁾. Pour ces classes en ébullition au Portugal, le Brésil était avant tout un riche territoire portugais où les nobles et tous les absolutistes s'étaient emparés des richesses. Le Brésil devait exister donc pour le bonheur du peuple portugais.

Mais qui étaient les Portugais? Tous les habitants de l'empire des deux côtés de l'Atlantique? - Pas du tout. D'après eux, le modèle du citoyen portugais était esquissé par l'image d'un homme "civilisé" d'Europe, éclairé par les "Lumières" du siècle et politiquement actif. Pour les autres habitants de l'empire, plus ils étaient éloignés de ce modèle, plus ils étaient étrangers et indésirables sur le sol portugais. Alors, inversement proportionnel au développement d'une fierté nationale européenne, s'est éveillé un réel mépris pour ces Portugais de couleurs variées, produits d'un empire lusitanien déjà tricentenaire.

De l'autre côté de l'Atlantique, la société bahianaise était en train de vivre une conjoncture très riche en transformations sociales. La prospérité retrouvée à la fin du XVIIIe siècle et l'expansion économique qui suivit

l'ouverture du pays au commerce étranger, avaient créé les moyens d'une expansion et d'une diversification des emplois urbains, base d'une mobilité sociale plus active au profit d'une population urbaine blanche ou de couleur⁹³. La pression poussait à l'effacement des critères d'exclusion, surtout celui de la couleur des peaux, cratères par lesquels une société hiérarchisée rivait chacun à sa place. Depuis le mouvement révolutionnaire de 1798, était de plus en plus forte, à Bahia cette tendance vers une société de classes, dont les esprits les plus hardis et les plus éclairés ne savaient même pas esquisser les bases. Cette société rêvée pourrait-elle dépasser les limites de leur province et s'intégrer dans une formation sociale plus élargie, soit dans le cadre d'une société nationale brésilienne, soit dans un empire lusitanien renouvelé? Cependant, aux yeux des petits portugais, tous ces blancs d'outre-mer, mulâtres, noirs, métissés de toute sorte, étaient bel et bien des intrus dans une société qu'ils voulaient régénérer.

L'exportation de la révolution portugaise vers Bahia a suscité au sein de cette société, le projet de repousser vers le bas l'ensemble de la hiérarchie sociale locale pour ouvrir un espace plus large d'enrichissement au "peuple" portugais venu du Portugal. Ce tour de vis méthodique caractérise l'action du général Madeira, de son parti radical et des officiers de l'armée portugaise, appuyés par une masse importante de négociants, de fonctionnaires, de petits employés de commerce, de soldats, de matelots Portugais. Leur stratégie était claire: démoraliser toutes les institutions où siégeaient les notables locaux, lusitaniser l'appareil d'état et spécialement la force armée, maîtriser les couches populaires urbaines par la violence massive et quotidienne du genre "mata-caibra"⁹⁴. Tout en suivant leur stratégie, ils ont engagé un bras de fer avec les maîtres de moulin et propriétaires ruraux, pas tout à

fait dans le domaine des droits d'exportation des produits bahianais mais, plus spécialement, en ce qui concernait le durcissement des conditions de crédit, ce qui devait naturellement conduire à la liquidation de nombreux propriétaires endettés, dont les places seraient alors prises par quelques Portugais de souche, récemment venus du Portugal, négociants ou autres.

La pression exercée pour les pousser vers le bas de la hiérarchie sociale coloniale trouvait évidemment l'opposition puissante d'une tendance vers la mobilité ascendante, soutenue par des couches moyennes et pauvres de couleur à Bahia. De plus, l'abaissement de toutes les couches, depuis le sommet de la hiérarchie, rendait possible des alliances, quoique temporaires, entre des couches sociales en conflit: des officiers bahianais blancs avec des soldats de couleur; des soldats de couleur avec des esclaves noirs; des notables repoussés avec la population pauvre. Cette solidarité fugace et instable contre le corps étrange et malsain des Portugais radicaux, constitua la base minimale d'un projet d'Indépendance.

D'autre part, la pression exercée sur l'ensemble de la société a aussi fait éclater des normes et des contrôles qui assuraient un ordre social hiérarchisé. En ce sens, le conflit à Bahia a pris le caractère d'un désordre généralisé, ce que les contemporains traitèrent d'anarchie.

Comme des vrais apprentis sorciers, les révolutionnaires libéraux qui se voulaient les démiurges d'un nouvel empire portugais, n'ont fait que soulever le couvercle du bahut des merveilles. Ne sachant pas le refermer, ils ont repris leurs bateaux, laissant derrière eux les éléments déchainés.

NOTES

1 - Le roi fut déconseillé par ses ministres de faire escale à Bahia. Ils craignaient qu'il se fut fait prisonnier par les rebelles.

2 - Le Consul Français rapporta à son ministre:

"Quelques inquiétudes que l'on a pu concevoir dernièrement au sujet des nègres ont fait renouveler les anciennes ordonnances qui condamnent tout nègre esclave, errant dans les rues après neuf heures du soir sans une autorisation écrite de son maître, à recevoir dans la prison 150 coups de fouet. Les Nègres ont obéi avec la plus grande soumission."

M.A.E. /OCC Consulat de Bahia, Op. cit. fol. 136.

3 - L'historiographie brésilienne reproduit habituellement une version par laquelle toutes les mesures de "recolonisation" seraient menées de Lisbonne vers le Brésil, dans une sorte d'agression de l'extérieur. En fait les projets des révolutionnaires de Lisbonne comptaient sur le fort appui d'une population portugaise de Bahia, un contingent important qui se répartissait parmi les différentes couches de la société: les grands négociants, les militaires, les bureaucrates, les petits commerçants, les commis et employés de commerce et les toujours nombreux matelots. Ils ont soutenu au sein de la société de Bahia, un action systématique de bouleversement de l'ordre social dans le but de conformer société et économie locales aux besoins de leurs projets de régénération de l'empire portugais. Il s'agit donc d'un processus de guerre civile plutôt que celui de la simple expulsion d'une administration coloniale.

4 - Est fort difficile une quantification des flux migratoires portugais vers Bahia avant l'Indépendance pour la simple raison qu'il ne s'agissait pas d'un contingent étranger à compter et à contrôler. Mise à part les estimations d'une population qui a accompagné la Cour portugaise en fuite vers le Brésil en 1808, d'ailleurs visible surtout à Rio de Janeiro, des analyses qualitatives nous rendent compte de l'intensification de ces flux migratoires. En se référant à la période qui va de 1808 à 1824 Katia MATTOSO constate que:

"Par ailleurs, le pourcentage de Blancs se maintien malgré l'énorme croissance de la population esclave. C'est sans doute le résultat de l'arrivée à Bahia d'une quantité de nouveaux immigrants portugais, venus souvent du Minho et Douro situés dans le Nord du Portugal. Ils arrivent encore plus nombreux lorsque la cour portugaise s'installe au Brésil, en 1808. "

Katia MATTOSO, Op. cit. p 102.

5 - Le "rapaz do Minho" - garçon du Minho" était l'émigrant-type des migrations portugaises vers le Brésil. Il représente une migration masculine de fils, de petits agriculteurs ou de métayers, originaires notamment des régions de la Beira et du Minho, dont les fermes ne supportaient pas la croissance des familles propriétaires. Leur destination était les villes de Bahia et de Rio de Janeiro, où ils étaient absorbés par des maisons de commerce portugaises, grandes et petites, que tenaient au contrôle exclusif de ces activités dans la colonie. Cette pression démographique fut tellement forte que même après l'Indépendance du Brésil et, malgré toute l'hostilité des couches populaires brésiliennes, les contingents de Portugais n'ont cessé de s'accroître tout au long du XIXe siècle. En plus de cette pression structurelle, on doit ajouter les contingents poussés par des facteurs conjoncturels tels que les guerres et la déconfiture de l'appareil d'état portugais. De ce fait, la pression portugaise s'exerçait sur l'ensemble des activités rémunérées au Brésil et pas exclusivement sur le commerce. Tania PENIDO MONTEIRO. Op. cit. pp. 47/68.

6 - Depuis la fin du XVIIIe se multipliaient les conflits dans de nombreux corps de l'armée de la province en raison d'une prise de conscience plus précise de la hiérarchie de couleurs qui repoussait vers le bas les corps formés par des hommes de couleurs et, aussi même dans ces corps, défavorisaient le maintien d'hommes de couleur dans les postes de commandement. Cet état de conflit était à la racine de la conspiration de 1798 et de bien d'autres incidents.

7 - Dans sa thèse "The conservative revolution of Independence", F.W.O MORTON fait une analyse très détaillée de plusieurs corps armés à Bahia. pp. 70/87.

8 - Pour l'année de 1798, Vilhena nous rend compte de l'existence de deux régiments d'infanterie et d'un régiment d'artillerie de première ligne, forts de 1860 hommes. Luis dos Santos VILHENA. Op. cit. pp. 258/260. Dans les réformes de 1808 et 1816 ont été créés-

des bataillons de chasseurs, dont un à Bahia. En 1817, D. João a fait venir du Portugal le bataillon n°12 d'infanterie sous le commandement du lieutenant colonel Ignacio Madeira de Mello.

9 - Vilhena remarque pour 1798 que les officiers haut gradés profitaient, avec leurs familles, du logement gratuit dans les plus nobles propriétés royales à Bahia, malgré les anciens décrets royaux qui l'interdisaient. Les soldats et les sous-officiers, à leur tour, dont les salaires ne suffisaient même pas pour manger, ne bénéficiaient d'aucune aide pour leur hébergement et pour l'hébergement de leurs familles.

10 - Pour la solde des militaires voir F.W.O.MORTON . Op. cit. p. 70. Pour les salaires des esclaves voir Katia MATTOSO. Op. cit. Annexes, p. 418.

11 - Le recrutement militaire était une des pratiques les plus violentes et les plus arbitraires du Brésil colonial. Dans l'arrière pays bahianais, par exemple, malgré les dispositions qui protégeaient les jeunes ouvriers dans l'agriculture et les propriétaires terriens, les agents du recrutement ont toujours choisi les conscrits de leur propre gré ou bien ils ont été guidés par les intrigues et disputes dans les communautés locales. Le recrutement faisait peur spécialement aux agriculteurs libres et aux petits commerçants. Antonio MONIZ. Op. cit. p.37. En ville, le recrutement frappait surtout une population libre composée de mulâtres et de noirs. Luis dos Santos VILHENA. Op. cit. pp. 266/267.

12 - C'est ainsi que Vilhena a enregistré les désertions pour l'année 1798:

Corps d'armée	Effectifs.	Désertions	%
1er Régiment	624	36	6,24
2e Régiment	644	41	6,44
Régiment Artil.	592	33	5,92

Luis dos Santos VILHENA. Cartas de Vilhena. Bahia, Imprensa Official do Estado, 1920. pp. 258,259 et 260.

13 - La proximité sociale des soldats du contingent brésilien et de la population la plus pauvre de Bahia, y compris les esclaves, constitue un élément indispensable pour la compréhension de l'état.

de révolte généralisée de la population pauvre à la suite de la révolution qui venait d'éclater.

14 - Déjà, au début du XVII^e siècle, le détachement des noirs libres, les "Henriques" demandait au roi le payement d'une demi-solde et le logement dans les casernes quand les hommes seraient en service, puisqu'ils étaient mobilisés à toute heure, tout le temps et pour n'importe quel service. Ils n'ont obtenu qu'une ration de farine de manioc chaque 10 jours et un costume ordinaire toutes les deux ans. Edison CARNEIRO. Ladinos e crioulos. Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1964, pp. 65/67.

15 - Les questions qui touchaient la hiérarchie des couleurs devenaient de plus en plus explosives, ce qui correspondait à la pression croissante des groupes de couleur pour l'égalité de droits dans cette société. MAXWELL. Op. cit. p. 248.

16 - Les circonstances de l'assassinat du colonel Caldeira ont été présentées en détail par Luis H. DIAS TAVARES. O levante dos Periquitos na Bahia. Salvador, CEB/UFBA., 1990.

17 - Il y avait, depuis 1798, deux détachements de "Ordenanças", un au Nord sous le commandement du capitaine Christovão da Rocha Pitta et un autre au sud sous le commandement du capitaine José Pires de Carvalho e Albuquerque. Luis dos Santos VILHENA. Op. Cit. p. 255. Il faut remarquer que les deux commandants appartiennent aux plus anciennes familles de propriétaires terriens et maîtres de moulin de Bahia.

18 - F.W.O. MORTON. Op. cit. p. 85.

19 - En raison des l'énorme surface sous l'autorité du gouvernement de Bahia, les services de justice n'étaient pas capables d'assurer l'ordre public dans les régions plus éloignées de son arrière pays. De ce fait se sont créés des "Etats dans l'Etat", obéissant à ces criminels. Au temps du marquis de Sabugosa - 1729 - ont été traduits en justice les "bandeirantes" paulistes Domingos et Francisco Dias do Prado, chasseurs d'esclaves eux-aussi, très connus par des actes d'atrocité commis contre des populations habitant l'arrière pays bahianais. Braz do AMARAL. Commentarios à 16a. Carta de Vilhena. In Luis dos Santos VILHENA. Op. Cit. p. 612.

20 - Patricia AUFDERHEIDE. Order and violence: social deviance and social control in Brazil, 1780/1840. p. 355.

21 - A titre de conclusion de son chapitre sur les forces armées à Bahia, MORTON conclue formellement:

"Neither Crown nor regulars had a monopoly of force."

MORTON. Op. cit. p. 87.

22 - Cela nous renvoie aux questions soulevées au Chapitre I sur le rôle de la Ville de Salvador en tant qu'espace d'articulation de deux systèmes: l'empire des eaux, avec ses navires, ses négociants, son port et les troupes qui le protégeaient; et l'hydre de Bahia, avec ses moulins, ses esclaves, ses milices...

23 - L'historien de l'Indépendance, Braz do AMARAL, remarque des affrontements entre soldats brésiliens et soldats portugais. Aussi le Consul de France à Bahia enregistra dans une lettre adressée au Ministère des Affaires Etrangères:

"Sans la fermeté du Colonel du bataillon 12, composé de 400 Portugais, soldats d'Europe, une révolution nouvelle eut éclaté, le gouvernement eut été en partie renouvelé, et la République eut été proclamée par les Brésiliens."

M.A.E. /CCC Consulat de Bahia, 12.VII.1821. Fol. 137.

24 - Après la victoire du régime des "Côrtes" au Brésil, la junte présentait déjà des signes de désagrégation. Il y avait des accusations de corruption adressées à la junte et à son président. Luis Henrique DIAS TAVARES. O levante dos Periquitos". Op. cit. p. 22.

25 - Il y a une description de ce "pronunciamento" faite par Ignacio ACCIOLI dans son ouvrage Memorias politicas e historicas da Bahia, reprise par son commentateur Braz do AMARAL dans son ouvrage Historia da Independencia na Bahia. L'historien Luis Henrique DIAS TAVARES remarque que ce mouvement n'a pas encore été étudié.

26 - Ce groupe se composait des lieutenants-colonels José Egydio Gordilho de Barbuda et Felisberto Gomes Caldeira, les majors José Maria da Silva Torres, José Gabriel Daltro, Francisco da Costa Brandão et Eloi Pessôa et Silva, les capitaines José Antonio Fonseca Machado, João Antonio Maria, le cadet João Primo et les bacheliers José Avelino Barbosa et Felipe Costa Ferreira. Après l'arrestation de ces militaires on a procédé à d'autres arrestations: le général-brigadier José Thomaz Baccaciari, le capitaine de la cavalerie Luis Antônio da Silva Horta, le lieutenant d'artillerie Francisco Rodrigues Gomes de Souza, le capitaine João de Sousa Neto, le secrétaire du 1er régiment de milices Francisco José da Silva

Castro, le lieutenant João Francisco de Oliveira, le cadet Ignacio de Mattos Telles de Menezes, le patron en second José Soares, les maîtres de douanes João Francisco de Oliveira et João Carneiro da Silva Rego.

27 - Manoel Emilio GOMES DE CARVALHO. Op. cit. p. 110.

28 - Idem, p. 111.

29 - Les accusés seront libérés en Avril 1822. Ignacio ACCIOLI. Op. cit. p. 292.

30 - Braz do AMARAL. Op. cit. p. 42.

31 - Les élus représentaient à peu près tous les courants d'opinion chez les Bahianais. Aucun Portugais "praista" ne fut élu. En tête de liste se trouve le médecin libéral Lino Coutinho, le seul Brésilien appartenant à la junte sortante, suivi du radical républicain Cypriano Barata de Almeida, et du libéral Domingos Borges de Barros, très cultivé pour son époque. On y trouve également l'intellectuel du mouvement de 1798, le diacre Francisco Agostinho Gomes et le prêtre Marcos Antonio de Souza. Les riches maîtres de moulin à sucre y étaient représentés par: Alexandre Gomes Ferrão, Pedro Rodrigues Bandeira et Luis Paulino Pinto d'Oliveira França. C'est ainsi le consul français décrivait la déportation des représentants de Bahia:

"Les huit députés nommés aux "Côrtes" partent dans quelques jours pour Lisbonne sur une corvette de guerre. Le gouvernement met le plus grand zèle à presser leur départ. Un des députés, M. Bandeira, a supplié la Junte de gouvernement de lui permettre de retarder son départ jusqu'en mars prochain. La Junte a répondu qu'elle n'avait pas le droit d'accéder à la demande, et lui fait comprendre que rien ne pourrait l'exempter de se rendre au poste honorable qui lui est confié par ses concitoyens. Le député brésilien (...) est d'ailleurs possesseur de cinq habitations qui réclament impérieusement sa présence, est au désespoir de la mystification dont il croit être victime, et proteste que la force seule pourra le faire embarquer.

M.A.E. /OCC Consulat de Bahia, 25.IX.1821. Fol. 161/165.

32 - Les nouveaux élus étaient: Francisco Vicente Vianna, président; Francisco Carneiro de Campos, le secrétaire; Francisco Martins da Costa, Francisco Elesbão Pires de Carvalho e Albuquerque, José

Cardoso Pereira de Melo, Antonio da Silva Teles, le général brigadier Manoel Ignacio da Cunha Menezes. Le général brigadier Manoel Pedro de Freitas Guimarães a été confirmé gardé au commandement des armées de la Province.

33 - Les Français, le consul Guinebaud et le capitaine Roussin, partageaient aussi ce point de vue: l'esclavage était une question d'ordre public. Ils se laissaient facilement impressionner par la physionomie d'une ville où l'écrasante majorité de la population était de couleur. Ils attribuaient à cette masse un rôle potentiellement comparable aux foules européennes dans une époque révolutionnaire. Ils cultivaient aussi la peur d'un nouveau Saint Domingue.

34 - Manoel Emilio GOMES DE CARVALHO. Op. cit. p. 241.

35 - Braz do AMARAL. Op. cit. p. 54.

36 - Maria Barbara Pinto de Oliveira França racontait ainsi à son époux, le député Luis Paulino, un incident illustrant cette divergence entre militaires portugais et maîtres d'esclaves:

"Pauvre Acciavoli, il lui est aussi arrivé un grand malheur: l'administrateur et le contre-maître de son moulin à sucre ont été tués par quelques uns des noirs de son habitation, ce qui n'est pas une nouveauté dans ces pays. Cependant, en échange de ces deux morts, le régiment qui est venu les arrêter a tué sur place 25 noirs et en a arrêté 18. Le pauvre !"

Antonio O.P. da FRANÇA. Cartas baianas. Op. cit. p.60.

37 - M.A.E. /OCC Consulat de Bahia, Op. cit. 13.I.1822. Fol. 186.

38 - Bras do AMARAL. Op. cit. p. 43.

39 - D'après le décret du 29 Septembre des "Côrtes", était créé le poste de général chargé des armées dans toutes les provinces, à la place des anciens gouverneurs et capitaines généraux. Ce même décret décidait que ces généraux seraient directement dépendants du gouvernement de Lisbonne, placés au-dessus des juntas de gouvernement. Luis Henrique DIAS TAVARES. Op. cit. p. 24.

40 - Sur les événements du 18,19 et 20 Février il y a trois récits narrations historiques déjà classiques élaborés par Ignacio ACCIOLI, Braz do AMARAL et Luis Henrique DIAS TAVARES. Voir bibliographie.

41 - Le parti du général portugais était soutenu par les commerçants et ses employés, par le 12^e bataillon d'infanterie, par la Légion Constitutionnelle Lusitanienne, par le corps de cavalerie et par les matelots de tous les navires de guerre ou marchands au port. Le parti du général bahianais était soutenu par le Bataillon des Chasseurs - infanterie, par le bataillon d'artillerie et par le premier régiment d'infanterie. Braz do AMARAL. Op. cit. p. 63.

42 - Cabra ou caibra était l'appellation imposée à des esclaves métissés de mulâtre et de noir s'est répandu dans la population libre comme synonyme de mulâtre foncé; elle fut pendant ce conflit utilisée par les Portugais de Bahia comme synonyme de nègre tout court, pour dénommer tous les Brésiliens, y compris les riches propriétaires. Pour aggraver le ton injurieux, elle était utilisée à côté du mot "bode"- bouc- le mot masculin de chèvre- cabra- en portugais. Dans des versets injurieux à l'égard des Bahianais, les Portugais chantaient:

Negro, tres vezes negro,
 catinga * de bode macho,
 vê se teu beijo de cima
 não é menor do que o de baixo?
 (Nègre, trois fois nègre,
 puant le bouc mâle,
 voit si ta babine d'en haut
 n'est pas plus petite que celle d'en bas?)

Il est intéressant de remarquer qu'encore aujourd'hui, dans le Grande Dicionario Português-Francês de Domingos de Azevedo (Venda nova, Bertrand Editora, 1989, 9a edição) on peut lire:

Catinga: Transpiration fétide; mauvaise odeur qu'exhalent les nègres. p. 284.

43 - D'après l'analyse des historiens, on assiste à la plus totale discordance politique chez les Bahianais. De même sur le plan militaire, la manque de décision soulevait l'évidence de l'absence d'officiers expérimentés. Les leaders plus habiles, otages des "Côrtes" dans leur condition de députés, et les officiers prisonniers depuis le dernier "pronunciamento" manquaient en ce moment si délicat.

44 - A propos de cet affrontement, l'historien bahianophobe crie à la lâcheté. Cependant, le témoignage de Maria Barbara Pinto da França nous rapporte plutôt l'irritation des élites locales devant tant de désarroi et d'incompétence montrés par leurs troupes. Antonio O.P. da FRANÇA. Op. cit. p. 20.

45 - M.A.E. /CCC Consulat de Bahia, Op. cit. Fol. 196.

46 - Dans la symbolique des fêtes de l'Indépendance du 2 Juillet à Bahia, les baïonnettes représentent toujours le tyrannie portugaise parce que le 19 Février 1822 la Soeur Joanna Angélica de Jesus, abbesse du couvent des Conceptionistes de "Lapa" tombait à la porte de son couvent, transpercée au coeur par une baïonnette portugaise .

47 - Déposition du capitaine Ignacio Ferreira de Souto Falcão devant la commission d'investigation créée par le général Madeira. 13.III.1821. Bras do AMARAL. Op. cit. pg. 86. Le consul français à Bahia enregistra aussi l'armement de la population:

"Il y avait eu, même avant les journées du 18 au 20, des rassemblements de nègres dans plusieurs paroisses voisines. Ces réunions étaient nombreuses. Les Nègres étaient armés et s'entretenaient des Affaires du Train."

M.A.E. /CCC Consulat de Bahia, Op. cit. Fol. 196.

48 - Au moment même des combats du 19 Février, réfugiée sur un bateau hollandais mouillé au port, Maria Barbara Pinto de Oliveira França remarquait que "les soldats mulâtres et noirs qui se repliaient vers les faubourgs de Bahia ont massacré plusieurs familles de blancs." Antonio O.P. FRANÇA. Op. cit. p. 20.

49 - Déposition du lieutenant José Moreira da Silva devant la commission d'investigation créée par le général Madeira . Bras do AMARAL. Op. cit. pp. 90/91.

50 - L'existence de ces attroupements de marrons autour de la ville était un phénomène déjà chronique qui reprenait force par la désorganisation de la société urbaine dont le résultat plus immédiat fut l'intensification des fuites des esclaves et des désertions dans les rangs de l'armée. Quatre jours à peine avant les combats, au nom des maîtres de moulin et des commerçants, la junta adressait au commandant des armées la pétition suivante:

"La junta provisoire de gouvernement de cette Province transmet cy-inclus à V.Ex. une copie de la représentation faite par les habitants de Cabula, São Bento, Barreiras, Pedrinhas, Piraja et Bate Fôlha au sujet de continuel et nombreux rassemblements de nègres armés qui y ont lieu, et de femmes qui se joignent à eux, dont le but est

extrêmement dangereux. La junta prie a V.Ex. de veiller au bien du service, et de prendre les mesures que V.Ex. jugera convenables pour disperser des semblables réunions qui ont lieu principalement les Dimanches et jours de fête.

L'existence de ces attroupements de marrons autour de la ville était un phénomène déjà chronique qui reprenait force par la désorganisation de la société urbaine dont le résultat plus immédiat fut l'intensification des fuites des esclaves et des désertions dans les rangs de l'armée. Quatre jours à peine avant les combats, au nom des maîtres de moulin et des commerçants, la junta adressait au commandant des armées la pétition suivante:

"La junta provisoire de gouvernement de cette Province transmet cy-inclus à V.Ex. une copie de la représentation faite par les habitants de Cabula, São Bento, Barreiras, Pedrinhas, Piraja et Bate Fôlha au sujet de continuel et nombreux rassemblements de nègres armés qui y ont lieu, et de femmes qui se joignent à eux, dont le but est extrêmement dangereux. La junta prie a V.Ex. de veiller au bien du service, et de prendre les mesures que V.Ex. jugera convenables pour disperser des semblables réunions qui ont lieu principalement les Dimanches et jours de fête.

51 - M.A.E. /CCC consulat de Bahia, Op. cit. Fol. 196.

52 - Idem, fol. 199.

53 - A l'occasion d'un incident pendant la procession de Saint Joseph devenait évident à la fois l'isolement social des commerçants et des négociants portugais comme aussi l'état d'affaiblissement du moral des troupes portugaises. Le 19 mars, un groupe d'enfants de rue, de couleur, jeta des pierres contre le cortège formé par des militaires portugais et par des commerçants, négociants et commis Portugais qui défilaient traditionnellement avec leur confrérie. Les militaires portugais considérèrent cet affront comme étant l'oeuvre d'opposants brésiliens qui avaient dû payer les petits vagabonds. Le général Madeira fit de cet incident une grande affaire et expédia correspondances aux "Côrtés" le 23 mars. Les témoignages sont clairs dans le sens que rien n'avait été arrangé et que la réaction démesurée et ridicule des militaires Portugais correspondait à leur absolu isolement social. Braz do AMARAL. Op. cit. p. 160 et Antonio P.O. da FRANÇA. Op. cit. p. 67. Comme exemple des marques de rejet

de l'action du parti des portugais se trouve un petit extrait de la correspondance privée entre Maria Barbara, née au Portugal et propriétaire de moulin à sucre, et Luis Paulino, député bahianais favorable au maintien de la Province de Bahia dans l'empire portugais:

"Le parti marchand, chaque jour devient de plus en plus insolent et dangereux. De la "Praia" - la Plage -, source de tout mal, montent nos malheurs. Quel espèce de gens! Ils sont des rats du port qui se sont emparés du pouvoir. Personne est à l'abri de leurs injures."

Idem, p. 67.

54 - Un problème non encore étudié par les historiens de l'Indépendance de Bahia reste toujours la pression subie par une population urbaine pauvre, placée en bas de l'échelle sociale. Cette population a eu un double comportement: ou bien elle abandonna ses métiers et se retira au Recôncavo, plutôt dans les endroits insalubres proches de la ville de Bahia, ou bien elle resta dans la ville sous pression de l'armée portugaise. C'est ce peuple qui sera prêt à s'insurger dans les années qui suivront l'Indépendance.

55 - L'historien bahianophile affirme sans détours que cette junte de Bahia gardait la marque de servilité vis-à-vis des Portugais. José Honorio RODRIGUES. Op. cit. p. 227.

56 - La police de la capitale était assurée par des troupes de 3e ligne, les "Ordenanças", qui n'avaient ni l'autorité pour s'imposer aux matelots et civils portugais ni la force pour s'imposer sur les soldats de l'armée portugaise.

57 - Braz do AMARAL. Op. cit. p. 164.

58 - M.A.E. /OCC Consulat de Bahia, Op. cit. Fol. 199.

59 - Le débarquement des 300 soldats venus de Rio a suscité une manifestation publique, organisée par des négociants et par des adhérents du parti de la "Praia", contre les Brésiliens. Cette manifestation symbolise la débâcle politique de la junte. Après cela, un témoignage de l'époque affirmait que cette junte était formée par de très honnêtes gens, par des politiciens très sages, mais absolument démoralisés et sans aucun pouvoir. Déjà en Juin, la junte était une institution fantôme. Antonio P.O.da FRANÇA. Op. cit. p. 72.

60 - Braz do AMARAL. Op. cit. p. 137/145.

61 - MORTON affirme :

"The spark which lit the fires of revolution was the arrival at Santo Amaro in May of Miguel Calmon du Pin e Almeida. Just graduated from Coimbra, member of one of the leading aristocratic families of Santo Amaro, he united this already unusual combination with very considerable ability."

F.W.O.MORTON. Op. cit. p. 250.

62 - C'est ainsi que le consul français rapportait à son gouvernement la proclamation du seigneur de la Torre. (La Tour. Le seul bâtiment au Brésil colonial avec des tours et des remparts à la façon moyenâgeuse. Voir illustration au Chapitre I):

"Un des chefs des insurgés est membre de la junte et frère du colonel seigneur de la Torre, descendant du fameux portugais Caramourou, qui épousa la fille d'un chef indien, et la conduisit en France à la cour de Henri Deux, où elle reçut le Baptême de la main de Cathérine de Médicis. C'est le plus grand propriétaire de la province. Son frère qui est aussi fort riche a l'habitude des affaires. Il était secrétaire général du gouvernement, et capitaine-major (gouverneur) héréditaire de Bahia sous le régime du Roi. Il a dernièrement lancé une proclamation très énergique contre Madeira et les portugais qu'il traite de brigands et de vandales. Il se nomme Elesbon Pirez, et porte le surnom de Santinho (Petit Saint)"

M.A.E. /CCC Consulat de Bahia, Op. cit. fol. 239.

63 - Francisco Gomes Brandão était, certes, le plus radical des notables contre les Portugais. Récemment arrivé de Coimbra où il avait fait des études juridiques, il devient conseiller municipal à Bahia et rédacteur du journal "Constitucional" d'où il soutient la propagande anti-portugaise. En raison de son action politique il a dû quitter la capitale vers la ville de Santo Amaro qui le porte au gouvernement insurgé. Homme de couleur, mulâtre, il est le plus hardi défenseur d'une nouvelle nationalité brésilienne différente de la portugaise. Comme signe de son éloignement de la culture européenne, il ajoute à son nom d'origine portugaise des noms pris aux peuples d'Amérique. D'abord Gê-Acayaba, des indiens brésiliens et après, celui de Montezuma en hommage au dernier empereur des Aztèques. Ainsi, il s'appelera dorénavant Francisco Gê-Acayaba Montezuma.

64 - Braz do AMARAL. Op. cit. pp 172/177 et 180/181.

65 - L'affaire de l'expédition ratée par les Anglais pour acheter du sucre au fond de la baie fut l'objet d'un violent article publié sur ordre du gouvernement dans le journal *Idade d'Ouro*. Cet article a été transcrit et traduit par le consul français dans son rapport au Quai d'Orsay, en Septembre 1822. M.A.E./CCC Consulat de Bahia, Op. cit. Fols. 259/261.

66 - Braz do AMARAL. Op. cit. p. 278.

67 - "Ferme la porte
il vient Labatut,
et sa troupe de nègres,
comme des urubus."

AMARO QUINTAS. O nordeste, 1825/1850. In H.G.C.B., vol. 2, t.2, p. 223.

68 - José Honorio RODRIGUES. Op. cit. p. 209.

69 - Ignacio ACCIOLI. Op. cit. p. 2.

70 - Dans les notes à l'ouvrage d'ACCIOLI, Braz do AMARAL remarque d'ailleurs que le métier de soldat était presque exclusivement exercé par des hommes de couleur et que le comportement de ces soldats était exemplaire. Il rend compte que les propriétaires d'esclaves de la ville de Santo Amaro avaient libéré leurs esclaves "pardos" - mulâtres claires - pour former deux bataillons.

71 - A propos de la négative des propriétaires d'esclaves à la demande adressée par Labatut, l'historien Wanderley PINHO affirme que les maîtres ont présenté comme excuse :

a) le fait de l'existence encore de beaucoup de travailleurs libres dans la province: le recrutement militaire devait donc les frapper en priorité et plus rigoureusement;

b) La co-habitation sous les drapeaux de ces petits propriétaires et des membres de leurs familles avec d'anciens esclaves contre lesquels ils avaient auparavant exercé certaines violences pour l'imposition de la discipline du travail esclave, était dangereuse. Wanderley de PINHO. Op. cit. p 258.

72 - Des extraits de divers témoignages indiquent que le général Labatut a pratiqué largement des réquisitions et même de simples pillages contre des habitations dont les propriétaires n'avaient pas manifesté leur sympathie à l'égard du général et de son armée. Ses.

adversaires ne lui ont pas épargné les qualificatifs de voleur, d'assassin et de despotique. Antonio MONIZ. Op. cit. p. 124.

73 - Braz do AMARAL. Op. cit. p. 299.

74 - A propos des bataillons d'esclaves il y a des informations diverses. ACCIOLI fait référence à deux bataillons d'affranchis, tandis que Braz do AMARAL et Edison CARNEIRO ne parlent que d'un seul.

75 - Le bicho-do-pé, "Tunga penetrans", est un espèce de puce des régions tropicales, qui se propage surtout chez certains animaux comme les porcs et les chiens; les femelles se logent comme des parasites sous les ongles des mains et des pieds des hommes. S'il n'est pas retiré mécaniquement, le gonflement progressif de la femelle pleine d'oeufs provoque une infection grave et fort souvent la gangrène. Cette maladie était un vrai fléau qui tuait la population noire dès l'Afrique.

76 - Tous les historiens qui se sont occupés de la Guerre de Bahia nous rendent compte de la résistance opposée par les notables de Bahia à la nomination de ce général étranger pour le commandement de l'armée du prince qui devait libérer la Province. Il y a même une conspiration menée par le brigadier bahianais Domingos Alves Branco pour écarter Labatut pendant le voyage maritime de Rio à Bahia et prendre le commandement de l'expédition. Le maintien de Labatut par le prince et son entourage correspondait exactement à ce désir d'imposer l'autorité du gouvernement de Rio sur les notables jusqu'à présent rebelles.

77 - Ses contemporains et les historiens sont reconnaissants des résultats militaires positifs de l'action de Labatut. D'abord, par la discipline féroce imposée aux soldats, il a réussi à faire des marrons, des déserteurs, des hommes de main, des chasseurs d'esclaves une force militaire capable au moins de tenir le siège de la ville de Bahia. Par ses méthodes de recrutement il a réussi à faire augmenter sensiblement le contingent. Au moment de son arrivée à Bahia il n'avait trouvé que 1.500 hommes en état de combattre, auxquels s'ajoutait un bon demi-millier qui l'accompagnait depuis Rio ou qui s'était incorporé à l'occasion de son déplacement vers le nord. A ces hommes se sont rajoutées des troupes expédiées par le gouvernement de Rio. Les historiens n'identifient que 800 venus avec le Bataillon de l'empereur de Rio et encore 800 hommes venus de Pernambouc et Paraiba. Ce total ne dépasse donc pas 3.600 hommes. A la veille de la conquête de la ville les forces brésiliennes étaient

estimées à 13.500. Il y a donc un contingent d'une dizaine de milliers d'hommes recrutés par Labatut sur place.

78 - Le général Labatut restera dans la mémoire populaire comme le premier abolitionniste, c'est à dire, le premier à présenter et exécuter un programme d'affranchissement d'esclaves. Ecarté par les notables des l'entrée triomphale dans la ville, abandonnée par les Portugais le 2 Juillet 1823, il resta, pour le peuple, le vrai vainqueur des Portugais. Ses dépouilles mortelles ont été transférées vers un panthéon bâti sur le site où s'est déroulée la plus importante bataille- la Bataille de Piraja. En 1862, le 2 juillet - fête de l'Indépendance de Bahia- une première manifestation publique de l'abolitionnisme à Bahia a été organisée par le professeur Francisco Alvares dos Santos, lorsque les abolitionnistes, des étudiants et des membres des couches populaires ont marché de la ville jusqu'au panthéon de Labatut à Piraja. Cet acte de reconnaissance est devenu une tradition du mouvement abolitionniste bahianais. Luis Anselmo da FONSECA. Escravidão, clero e abolicionismo. Recife, Fundaj, Massangana, 1988. pp: 257/258.

79 - Dans la pièce d'accusation établie par les notables de Bahia il est accusé de commettre des actes arbitraires et violents, d'arrêter des officiers, de faire exécuter des soldats indisciplinés et d'avoir mitraillé un "quilombo". Ignacio ACCIOLI. Op. cit. pp. 133/139.

80 - Nous trouvons dans les lettres publiées à Paris par un jacobin d'origine italienne, Joseph Pechio, de passage par Lisbonne en 1822, le témoignage de l'état des esprits au sujet de l'indépendance du Brésil. Quelques-uns, attachés à l'idée de la régénération de l'ancien empire maritime portugais et de sa marine, voulaient garder l'union avec le Brésil à tout prix. Bien d'autres croyaient impossible de maintenir cette union "manu militari" car son coût serait trop élevé pour le Portugal. Ces derniers manifestaient un grand désir de régénérer le Portugal par un rapprochement profond avec l'Europe et spécialement avec l'Espagne. En fin de compte, la révolution libérale était avant tout une révolution européenne. Joseph PECCHIO. Trois mois en Portugal. En 1822. Lettre IX du 20 mai 1822. Pp. 51/55.

81 - Le général Saldanha a même été nommé par décret du roi signé le 13 Février 1823. Ce général a renoncé à sa nomination parce qu'il a considéré comme insuffisants les moyens disponibles pour faire la guerre aux Bahianais. Braz do AMARAL. Op. cit. p. 306.

82 - En plus des habitations saccagées ou abandonnées par des propriétaires portugais, d'autres désertées par les esclaves ou encore du poids des réquisitions et contributions en argent, en vivres et en hommes pour l'armée, même les moulins à sucre le plus protégés souffraient de la désorganisation de l'économie sucrière. Il manquait surtout l'articulation avec le port, d'où venait des importations de produits indispensables au fonctionnement des moulins comme le cuivre, par exemple, et où se faisait le financement de la production. Antonio P.O. da FRANÇA. Op. cit. pp. 83/84.

83 - Bras do AMARAL. Op. cit. pp. 445/446.

84 - Idem, p. 288.

85 - Etait déjà évidente la rivalité nourrie entre les soldats de Bahia et ceux de Rio de Janeiro, qui composaient le Bataillon de l'Empereur. Le lendemain de l'entrée en ville, ces troupes se battaient entre elles.

86 - BARRINGTON MOORE JR. As origens sociais da ditadura e da democracia. Lisboa: Cosmos; Santos: Livraria Martins Fontes. 1975; p. 141.

87 - Ibidem.

88 - Sur ce sujet Emilia VIOTTI DA COSTA fait la critique des principaux essais d'interprétation de l'indépendance brésilienne dans son article "Political Emancipation of Brazil". A.J.R. RUSSELL-WOOD. (org.) From Colony to Nation. Essays on the Independence of Brazil. Baltimore and London, The Johns Hopkins University Press. 1975. pp. 43/88.

89 - F.W.O. MORTON. Op. cit.

90 - José Honorio RODRIGUES. Op. cit.

91 - Ubiratan Castro de ARAUJO et Wanda Sa BARRETO. A Bahia Económica e Social. BAHIA/SEPLANTEC. A Inserção da Bahia na Evolução Nacional. Vol. 1, Tomo 1. Salvador, Seplantec, 1978.

92 - OLIVEIRA MARQUES. Histoire du Portugal des origines à nos jours. Paris, Editions Horvath, 1978. , p. 375.

93 - Katia MATTOSO. Au Nouveau Monde. Op cit.

94 - Un espèce de pogrom contre la population de couleur mené régulièrement par la troupe portugaise, accompagnée de civils, pendant l'occupation militaire de la ville de Bahia, de Février 1822 à juillet 1823.




FUNDAÇÃO PEDRO CALMON



FUNDAÇÃO PEDRO CALMON

LIVRE III
LES MOULINS DU POUVOIR



Des anarchistes, de terribles anarchistes, c'est d'eux que je me plains. Ils veulent tout faire périr pour pouvoir ainsi profiter de quelque chose. Ils veulent faire tomber par terre le majestueux édifice élevé avec peine par les bons citoyens, pour le remplacer par l'horrible tableau de la dissolution et de la ruine. Toute la force et toute l'énergie à ceux qui gouvernent. Ces sont mes vœux, aujourd'hui et toujours." 1

FUNDAÇÃO PEDRO CALMON



N. 29

ulo: Coronel Felisberto Prata e Topia
a: c. 1880
eção: Guilherme Augusto Figueiredo Castro



FUNDAÇÃO PEDRO CALMON

CHAPITRE V
LES ORPHELINS DE LA COLONIE

A - Les résistants portugais

Quand l'escadre portugaise fit voile vers l'Europe ramenant à son bord les soldats et les fonctionnaires du roi, elle a laissé derrière elle une nombreuse population portugaise qui s'était constituée au cours de l'histoire autour de l'appareil militaire et administratif portugais, justement pour accomplir une mission de l'intérêt de l'état et de la corporation commerciale métropolitaine.

Tout d'un coup, les Portugais se voyaient livrés à eux-mêmes, dans une ville ouverte, bientôt occupée par une armée hostile. Pour empirer encore un scénario tragique, ils se trouvaient face à face avec une population urbaine qu'ils avaient humiliée et tracassée pendant le temps de la dictature du général Madeira (1822/1823) et qui, expulsée en grande partie de la capitale vers les villes du Recôncavo ou vers les brousses insalubres qui entouraient le site urbain, rentrait chez elle affamée et appauvrie².

Privés de leur armée, écartés du nouveau pouvoir qui s'installait, terrassés par une population en colère, beaucoup parmi ces Portugais ont suivi les troupes ou bien sont partis vers d'autres villes brésiliennes moins hostiles. Malgré tout, les plus accrochés à leurs fortunes brésiliennes, ont résisté sur place dans l'espoir d'une aide venue d'outre-mer.

Même avant de prendre connaissance de la retraite des troupes de Bahia, le roi Jean VI avait dépêché dans l'empire de son héritier, une commission dirigée par le comte Rio Maior; à cette commission était attaché le maréchal Luis Paulino Pinto d'Oliveira França. Dans l'ordre de mission que le roi avait adressé à ce militaire bahianais, se lit toute la faiblesse de la

position portugaise, avec une proposition de paix qui tombait dans le vide puisque tout ce qui était offert, les brésiliens l'avaient déjà conquis sur le terrain³. Cette commission portugaise a même été empêchée de débarquer au Brésil. Le maréchal Luis Paulino est resté tout le temps à bord du bateau que l'amenait. Il n'a pu débarquer ni à Bahia ni à Rio, et il s'est éteint pendant le voyage de retour en Europe. Le comte de Rio Maior a été, lui aussi, empêché de débarquer à Rio de Janeiro. C'était l'échec d'une mission de paix qui voulait donner aux négociations entre le Brésil et le Portugal, une certaine touche familiale - le père roi et le fils empereur. Cette tentative n'a fait que déclencher des hostilités renouvelées entre Brésiliens et Portugais. Les résultats ont été encore des expulsions⁴.

La possibilité d'une reconquête de la place de Bahia par une armée portugaise a été caressée par des commerçants portugais pendant quelques temps encore. Fin 1823, les nouvelles sont alarmantes. On était en train d'organiser une expédition navale et une armée était en train de se former sous le commandement de Lord Beresford. Des régiments de chasseurs s'entraînaient déjà pour la guerre en Amérique, c'est à dire à Bahia, d'où ces troupes se lanceraient à la reconquête du Brésil⁵. L'évolution de la politique portugaise donnait quelque vraisemblance à tous ces bruits, dans la mesure où grandissait le parti ultra-absolutiste dirigé par le prince D. Miguel, frère ennemi de D. Pedro, empereur du Brésil.

En 1824 encore, par les voiles du navire américain "Alfred", des nouvelles plus détaillées arrivent en ville: une escadre était déjà prête à Lisbonne pour transporter à Bahia un corps expéditionnaire fort de 10.000 hommes⁶. De tels bruits provoquent alors la panique dans une ville où le désordre s'était installé si complètement que 3.000 hommes biens commandés aurait suffi pour la réduire⁷.

Les escadres si attendues portant les armées de Beresford et de D. Miguel ne sont jamais arrivées. Finalement, fatiguée de tant scruter la ligne d'horizon à la recherche de voiles providentielles, l'arrogante population portugaise a compris qu'il fallait tourner ailleurs son regard. Elle comptait encore beaucoup sur le "lobby" exercé par les grands commerçants de Lisbonne sur le gouvernement portugais pour trouver un moyen de secourir ces Portugais qui, du jour au lendemain, étaient devenus des étrangers dans un pays qu'ils considéraient comme le leur⁸. Maintenant les espoirs se tournent vers l'action diplomatique que menait le gouvernement portugais auprès des puissances européennes dans le but de remettre en question l'indépendance brésilienne.

Dans l'impossibilité d'une solution par les armes⁹ et après l'échec de la négociation bilatérale, la question prend donc la voie diplomatique normale, sous la direction des Anglais. L'hégémonie absolue de la Sainte Alliance dans la politique européenne, favorisait la revendication légitimiste portugaise, qui comptait d'ailleurs sur les sympathies de la diplomatie anglaise, engagée depuis longtemps avec la couronne portugaise¹⁰. Ces marches et contremarches dans la négociation de la reconnaissance de l'indépendance brésilienne alimentaient les espoirs d'un parti portugais qui, même battu, attendait toujours un grand arrangement permettant aux Portugais de Bahia de récupérer les positions de prestige et, peut être, de se dédommager des pertes subies¹¹.

Cependant, sur le plan diplomatique, les vents n'étaient guère si favorables à la cause portugaise. Depuis 1815, les grandes puissances n'étaient guère intéressées de voir se multiplier des conflits qui pourraient constituer des détonateurs de changements sociaux et politiques pouvant troubler l'ordre conservateur, si fermement

institué par la Sainte Alliance. C'était plutôt le temps de la "paix pragmatique"¹².

Ainsi, aucune de ces puissances n'était prête à se laisser entraîner dans une aventure brésilienne. La grande protectrice du royaume du Portugal donnait l'exemple de ce pragmatisme. Pour la toute puissante Angleterre, le Brésil était avant tout un important marché de consommation pour ses produits manufacturés, même si le volume des affaires ne représentait plus les chiffres spectaculaires des années 1808/1809¹³.

	Valeurs Officielles	Valeurs courantes
1808	2 552 000	3 900 000
1812	2 089 000	3 000 000
	Moyennes par an <u>Millions</u> de £	
1816/20	2,3	2,2
1821/5	3,1	2,3
1826/30	4,3	2,3
1846/50	6,1	2,5
1850/4		3,2

Source: François CROUZET. Angleterre-Brazil, 1697-1850: un siècle et demi d'échanges commerciaux. Histoire Economie et Société[...], p. 289.

En tout cas, ce marché restait un acquis important pour le commerce anglais, d'autant plus que, en vertu du traité signé avec le Portugal en 1810, s'était presque établi de fait, un monopole anglais sur le commerce extérieur brésilien. En ce qui concerne le commerce extérieur de la province de Bahia s'était déjà installé un écart ancien entre le commerce anglais et le commerce de toutes les autres nations: cet écart s'est d'ailleurs conservé pendant tout le XIXe siècle.

Tableau II.
Exportations et importations de l'Angleterre et de la France vers
Bahia
En mille Francs ¹⁴

	Angleterre		France	
	Export	Import	Export	Import
1825	22.000	17.000	2.001	1.396
1826	10.500	10.500	2.230	1.544
1827	16.000	13.000	1.561	1.156

Source: MAE/ CCC. Consulat de Bahia. Etats de navigation et commerce de Bahia. 1827. Fols.86/96 et 152/157. 1828. Fols. 152/157.

A cette avantage dans le commerce extérieur, correspondait une présence chaque fois plus importante des maisons commerciales anglaises sur la place commerciale de Bahia. Ainsi, en 1818, parmi les 10 plus importantes maisons commerciales d'exportation et d'importation, 5 étaient anglaises. En 1822, elles seront 6 sur 10 et, en 1825, elles seront 7 sur 10¹⁵. Il était clair que les alliés politiques des Portugais étaient aussi des concurrents dans les affaires et les plus grands bénéficiaires des évictions de commerçants portugais de la place de Bahia à la suite des conflits de l'Indépendance.

Il est vrai que la diplomatie anglaise a tout fait pour rapprocher les deux couronnes. Mais il est aussi vrai qu'elle a privilégié plutôt le maintien de la prééminence de son commerce et de sa navigation que proprement le rétablissement de l'empire portugais en Amérique. Ainsi, les deux lignes d'action développées étaient le maintien des privilèges commerciaux obtenus par le traité de 1810 et l'application des dispositions relatives à l'interdiction de la traite d'esclaves Africains. C'était déjà l'objet du traité d'amitié signé entre le Portugal et l'Angleterre et des convention et traité signés à

Vienne entre les deux alliés portant sur l'interdiction de la traite des Noirs¹⁶. C'est justement sur ces deux points que négocie la diplomatie brésilienne: le Brésil indépendant reconnaîtra les privilèges commerciaux anglais acquis par le traité de 1810 avec le Portugal; l'abolition de la traite des Noirs a été repoussée à une occasion ultérieure et sera l'objet d'un traité entre le Brésil et l'Angleterre en 1826; le Brésil dédommagera les pertes portugaises par un grand emprunt sur Londres¹⁷. Ainsi l'affaire sera réglée dans l'esprit pragmatique de l'ordre de la Sainte Alliance.

Les étrangers

Malgré des appuis extérieurs, les négociants placés à la tête de la communauté portugaise de Bahia étaient bien conscients de leur position intenable dans la ville et, quelques uns parmi les plus influents, se sont adressés au commandant de l'armée brésilienne, le général Lima e Silva, pour lui demander sa clémence¹⁸. Ils ne savaient pas que ce général ne commandait en fait qu'un bataillon formé des soldats venus de Rio de Janeiro, le Bataillon de l'Empereur, à peine fort de 900 hommes, et n'exerçait aucune autorité sur une armée hétéroclite et indisciplinée.

Pendant les premiers mois, les règlements de compte ne pouvaient être plus violents. Toute la fureur des soldats, Bahianais et Pernamboucanais s'est tournée vers les Portugais de la ville. Ainsi, le "mata caibra" a été remplacé par le "mata maroto"¹⁹. La vengeance des soldats de couleur n'est pas tombée exclusivement sur les Portugais appartenant au parti de la Plage, et les actes de violence n'ont pas été réservés à ceux qui avaient participé militairement à la guerre d'indépendance. Les premiers mois après la prise de la ville, les hostilités se sont étendues à l'ensemble de la population d'origine européenne²⁰.

Cette vague de violence a bien dépassé le cadre des règlements de compte, qui arrivent ordinairement après les guerres, pour prendre le caractère d'un grand imbroglio par lequel toutes les couches sociales d'une structure urbaine et rurale ont choisi de pénaliser, à leur façon et d'après leurs intérêts particuliers, un seul groupe social l'considéré ennemi de tous²¹.

La déportation et la confiscation des biens des Portugais intéressait beaucoup les notables endettés et nombreux commerçants brésiliens et étrangers. Ainsi, des personnes bien placées ont profité de la guerre et de l'après guerre pour régler des comptes, c'est à dire des anciens différends, ou même pour ne pas les régler du tout, c'est à dire se faire libérer des anciennes dettes contractées auprès des négociants portugais.

Le petit peuple, des militaires, des libéraux, des blancs et des mulâtres y voyaient la chance de trouver sa place dans le service public. Dans un temps de règlement de compte, même des esclaves se sont soulevés contre des maîtres portugais et en plusieurs endroits, en ville, ces derniers ont été assassinés²².

Il va de soi que dans une conjoncture d'affrontement entre Portugais et Brésiliens, des conflits qui habituellement opposaient les divers agents économiques les uns contre les autres, prennent facilement des couleurs nationales. Il est connu, le conflit chronique caractéristique des relations entre les propriétaires des moulins à sucre et les planteurs de canne leurs fermiers. Le cas suivant illustre cette conjoncture: le planteur de canne Francisco Manoel da Rocha, brésilien, cavalier milicien de la ville de São Francisco do Conde, adressa une réclamation à la Junte de Gouvernement contre Antonio Alz. da Silva Pereira, Portugais, propriétaire de l'"Engenho" Coité de Baixo, où le réclamant était

fermier. Dans l'exposé des faits, il affirme que depuis plusieurs années, il avait subi des graves pertes en raison du manque de pressage de ses cannes par ce maître de moulin qui avait ainsi procédé par malveillance manifeste. Il accuse encore ledit maître de moulin d'avoir ordonné de mettre le feu à sa plantation pour lui faire quitter certaines terres sans aucun dédommagement. Il affirme encore que ce Portugais garde le plus profond sentiment de rancune à l'égard de tout Brésilien, à tel point qu'il a expulsé de ses terres les fermiers et les métayers qui n'étaient pas Européens. Etant donné que les délais de justice seraient trop longs pour décider de l'affaire avant que ses cannes périssent, il demandait donc au gouvernement de la province d'obliger ce maître de moulin à faire presser ses cannes ou bien à payer l'indemnité correspondante²³.

Plus fréquents encore que les conflits entre agriculteurs brésiliens et portugais étaient ceux qui opposaient les négociants portugais responsables du financement de l'entreprise sucrière et les planteurs de canne et maîtres de moulin, en grande partie des Brésiliens, toujours débiteurs²⁴. Pendant le temps de la colonie, l'état métropolitain veillait sur la prospérité et la solidité des affaires développées par les commerçants, du reste leur principal pilier économique. Le rapport des forces ayant changé, tout le pouvoir militaire étant directement aux mains des débiteurs chroniques, les créanciers ont du mal à faire honorer des anciennes dettes. Ainsi, les hostilités entre Portugais et Brésiliens donnaient toujours raison à ces derniers pour le règlement définitif des comptes au bénéfice des derniers.

Au plus fort de la guerre, beaucoup a été fait sous l'évidente pression des débiteurs²⁵. Le gouvernement provisoire de Cachoeira avait pris quelques mesures dont

le but était la confiscation des biens et des propriétés des négociants et des commerçants portugais:

a) décret du 12 novembre 1822: cassation des grâces et des pensions concédées par l'état à des Portugais, suppression de postes publics occupés par des Portugais et confiscation par le trésor public de tout revenu résultant de ces bénéfices;

b) décret du 11 décembre 1822: séquestration de toute marchandise, propriété des Portugais, déposée sous douane, ainsi que séquestration des immeubles urbains et ruraux et aussi des embarcations leur appartenant²⁶.

Le premier gouvernement indépendant ouvrait ainsi la chasse contre les Portugais dans le Recôncavo sucrier. Le résultat ne pouvait être autre que la fuite massive des commerçants établis dans les villes ainsi que celle des voyageurs de commerce, ce qui a constitué un des éléments de la crise profonde dans laquelle a plongé la région²⁷.

Le résultat des pressions convergentes ne pouvait être autre que la mort sociale d'une population soudain devenue étrangère. Elle s'est produite en deux phases: d'abord par le renvoi de commerçants portugais, représentant à Bahia une classe commerciale portugaise établie à Lisbonne et à Porto, qui perd ses positions à la tête des hiérarchies urbaines; ensuite, par les expulsions qui ont frappé les Portugais pauvres, les vrais "marotos" ou "marinheiros", dont la main avait été armée contre le peuple de couleur de Bahia quelques mois auparavant. Cette délusitanisation de Bahia prend une forme organisée dès la première crise politique de la cité récemment indépendante.

La Charte de Bahia

A la fin de l'année 1823, plus précisément le 14 décembre, se réunit en ville, une assemblée de notables pour prendre position face à l'événement qu'est la dissolution de l'Assemblée Constituante par l'empereur Pedro I. Une rébellion ouverte s'est installée à Pernambouc à la suite de ces nouvelles. Mais à Bahia les esprits se sont accommodés du fait accompli du coup d'état, soit à cause de la difficulté de concilier des positions politiques fort divergentes, soit tout simplement par peur de l'escadre impériale commandée par Lord Chocrane²⁸. Par peur ou par prudence, toutes les forces politiques de la province ressentaient encore les effets d'une guerre qui avait fait subir à la ville de Bahia la faim, les "mata-matas"²⁹, le siège et le pillage.

Pour bien marquer la recherche d'un compromis politique local, une commission de 8 notables est nommée pour rédiger une proposition à l'assemblée. Parmi eux, se font remarquer les vieux libéraux Francisco Agostinho Gomes et José Lino Coutinho, des défenseurs du gouvernement impérial, comme les frères Antonio et Miguel Calmon du Pin et Almeida, des radicaux comme José Avelino Barboza et le colonel Felisberto Caldeira, le commandant militaire de la ville, connu pour ses alliances avec les militaires républicains de Pernambouc. En fait, toutes les factions politiques sont représentées, sauf les vaincus, les Portugais³⁰.

Ladite commission présentait les jours suivants un rapport qui sera retenu par le plénum de l'assemblée des notables de Bahia. La portée des décisions prises dépasse largement le simple contrôle politique exercé par les forces conservatrices à l'égard des factions plus radicales qui avaient participé à la campagne de l'indépendance. Elle marque les termes essentiels d'un

difficile pacte établi entre les notables placés au sommet des structures sociales urbaines et rurales, fixant les conditions de l'adhésion de la province au nouvel état qui était en train de se former³¹. Elle fait apparaître également, la ferme volonté de ces notables de se partager le commandement politique et les postes administratifs, tout en retirant aux Portugais les positions de pouvoir et de prestige social.

Comme préalable aux discussions, est constaté l'état de soulèvement d'une population urbaine. C'est l'aveu de l'incapacité du maintien de l'ordre de la part des impériaux et aussi de l'incapacité de dialogue des républicains extrémistes avec les différentes couches subalternes de la population urbaine; c'est aussi le constat de l'éclatement du système hiérarchique urbain. Il était donc question, dans cette authentique assemblée constituante épurée du peuple, de la définition des responsabilités de chacun de ces notables³², en vue de l'imposition d'un nouvel ordre sur une population assujettie³³.

Les sujets inscrits à l'ordre du jour étaient: la dissolution de l'Assemblée Constituante; l'indépendance vis-à-vis du Portugal; la délusitanisation de l'état; la réorganisation administrative et le maintien de l'ordre public dans la province³⁴.

La dissolution de l'assemblée de Rio, qui avait d'ailleurs donné lieu à cette réunion des notables bahianais, a été l'objet de trois timides déclarations: les membres de l'assemblée regrettent le coup d'état fait par l'empereur; ils souhaitent que la commission chargée de rédiger la nouvelle constitution adopte des principes plus libéraux que l'assemblée dissoute; ils demandent la libération du député radical Cipriano Barata³⁵.

A propos de l'indépendance politique vis-à-vis du Portugal, il est arrêté qu'aucune association ou confédération ne serait acceptée entre le royaume du Portugal et l'empire du Brésil. De crainte que l'empereur Pedro I, héritier légitime de la couronne portugaise, ne fut tenté un jour, de porter les deux couronnes, les notables de Bahia lui demandaient formellement de tenir la parole engagée et de ne jamais prétendre exercer ses droits dynastiques en Europe³⁶.

L'union personnelle entre les deux états était le dernier espoir du parti portugais au Brésil et, comme le prouve la suite des événements d'après 1831, elle n'avait jamais été écartée des projets personnels de Pedro I. Toutefois, cette thèse avait aussi de fermes opposants, même dans les rangs légitimistes. Dans un long rapport daté du 15 août 1825, tout en proclamant sa dévotion à ce principe de la légitimité, alors bien encadré dans un ordre politique international, le consul Français de Bahia conseillait à son gouvernement de ne pas se laisser pousser trop loin par la thèse légitimiste, puisque les résultats pratiques pourraient porter atteinte aux intérêts européens³⁷.

La participation des républicains excités par le débat sur la séparation des couronnes, enfermé d'ailleurs dans le cadre du maintien de l'institution monarchique, représentait l'acceptation du principe soutenu par les impériaux, principe d'après lequel l'unité et l'indépendance du nouvel état devait être assurées au Brésil par une tête couronnée. Bahia ne pensait pas autrement.

Mais, pour une assemblée soucieuse de la consolidation de l'indépendance brésilienne, la séparation des deux couronnes ne suffisait pas. Il fallait déplacer les anciens métropolitains des postes de commandement. Là résidait l'aspect central de l'Indépendance vers lequel

se tournaient les regards et les aspirations des divers groupes d'hommes libres brésiliens³⁸. La commission des huit a donc proposé à l'assemblée un programme de délusitanisation de l'appareil d'état récemment installé, ce qui revenait, dans la pratique, à expulser une bureaucratie portugaise et à la remplacer par une bureaucratie composée par des Brésiliens nés au Brésil. Les mesures proposées prévoyaient un grand nettoyage de haut en bas de l'appareil d'état, du ministère jusqu'au plus modeste grade militaire. Était proclamé le principe que la fonction publique était réservée exclusivement aux citoyens nés au Brésil. Sont même exclus les "bons Portugais" qui avaient voulu devenir brésiliens par la voie de la naturalisation.

Pour ne pas laisser de doutes, l'assemblée bahianaise profita de l'occasion pour remercier chaleureusement l'empereur d'avoir formé un ministère composé uniquement de Brésiliens nés au Brésil. En même temps, elle réaffirme son souhait que l'empereur n'appellerait jamais à ces hautes fonctions de l'état, des personnes nées au Portugal, ou naturalisées brésiliennes. Ce principe a été réaffirmé dans toutes les revendications portant sur la fonction publique. Par exemple, est demandée la nomination de magistrats et de fonctionnaires de justice pour remplir des postes vacants, mais, il est bien dit que ces nouveaux fonctionnaires ne devaient pas être nés au Portugal³⁹.

L'épuration de l'état comprenait également le règlement définitif du contentieux luso-brésilien constitué à l'occasion de cette guerre à peine terminée. Il était donc proposé d'expulser sommairement tout Portugais militaire, civil ou ecclésiastique, et même des Brésiliens qui avaient pris le parti des Portugais pendant la guerre. Était aussi supprimé tout paiement à des ressortissants portugais de toute pension, solde ou bénéfice par la province ou par la municipalité de

Bahia⁴⁰. Toujours fidèle à cet esprit anti-portugais, l'assemblée établit une liste de 147 Portugais indésirables. En même temps, elle recommandait aux conseils municipaux, "capitães-mores" et commandants de milices des villes et villages à l'intérieur de la Province, d'établir des listes de "mauvais" portugais, responsables du désordre, pour que le gouvernement puisse les expulser⁴¹.

B - Au large

Le programme de délusitanisation administrative n'a pas été exécuté à la lettre par les notables mais, malgré tout, il a constitué comme une bannière pour les futurs mouvements populaires urbains⁴². La lutte contre la présence des fils du Portugal aux postes de l'armée et de l'administration se confondait avec la lutte contre la montée de mesures absolutistes prises par l'empereur, lui même né au Portugal, toujours partie prenante de la politique portugaise⁴³. Il n'est pas étonnant que la crise nationale qui a abouti à l'abdication de Pedro I en 1831 ait, provoqué à Bahia des rébellions en chaîne dressées contre les commerçants portugais⁴⁴. Le 4 avril 1831, se produit un soulèvement populaire avec la participation des corps de l'armée qui ouvrent les dépôts d'armes au petit peuple. Le 13 et le 14 avril, la terreur est semée parmi les commerçants, les obligeant à se réfugier dans les navires en rade⁴⁵.

Sur la liste des revendications viennent d'abord des exigences de caractère politique telles que la démission du commandant militaire de la province, le général Callado - lui aussi un Portugais - la démission du chef de la police, l'arrestation de tout officier de l'armée, né au Portugal et qui n'aurait pas encore adhéré au soulèvement⁴⁶.

La nuit même du 4 avril, le "conseil de la ville" accepte toutes les revendications des rebelles. Le président de la Province, le vicomte de Fiais démissionne. Le 6 et le 7 avril, à la suite de soulèvements populaires dans les villes de Santo Amaro et Cachoeira, situées au fond du Recôncavo, des commandants militaires sont démis de leurs fonctions et de nombreux Portugais sont attaqués - 17 à Santo Amaro par exemple. Des expulsions sont ordonnées: 42 à Cachoeira. Une pétition signée par 609 personnes demande: l'organisation de nouveaux corps de gardes municipaux; l'indication d'officiers nés au Brésil pour les postes de commandement dans tous les corps militaires; l'établissement de listes contenant le nom de tous les portugais considérés comme indésirables et qui devront être expulsés; l'inspection par des magistrats de toute maison des personnes nées au Portugal pour y chercher des dépôts d'armes. Ces revendications ont été acceptées: l'empereur à Rio, démissionne et le nouvel empereur, Pedro II, né au Brésil est acclamé. Le peuple se calme.

Ces événements politiques ne rendent pas compte de tous les enjeux de la révolution anti-portugaise. Le soulèvement populaire avait réussi à expulser physiquement de la ville les commerçants qui, à bord des navires ont vu leur sort discuté par toutes les couches sociales de la ville⁴⁷. Etait donc en question la délusitanisation de l'économie de Bahia.

Depuis les décrets de 1808 qui ont ouvert le commerce du Brésil aux négociants anglais, et ceux de 1814 qui ouvraient réellement les places brésiliennes à tout commerçant étranger, la place des commerçants Portugais a dû beaucoup évoluer.

Auparavant, par la force du système colonial, ce commerçant exerçait le rôle d'intermédiaire obligatoire pour toutes les exportations locales, pour toutes les

importations de denrées alimentaires et manufacturées européennes. Dans ce système, le financement de l'agro-industrie sucrière était entièrement entre les mains de ces commerçants lusitaniennes liés aux négociants de Lisbonne et de Porto.

L'évolution même du système colonial avait déjà ouvert les voies au transfert à Bahia de quelques activités commerciales, parmi lesquelles l'exemple le plus important est celle du trafic d'esclaves. Depuis le XVIII^e siècle, Bahia est le siège de certaines entreprises portugaises dont les membres se reproduisent sur place pour former un groupe qui a exercé pendant longtemps le monopole de la traite dans le Golfe du Benin. Au début du XIX^e leur importance s'est encore accrue.

A titre d'exemple, pour bien marquer le poids des négriers de Bahia dans le golfe du Benin, par rapport à d'autres commerçants de ce trafic, voici la quantité de navires négriers appréhendés, en 1815, par des raids anglais dans les ports de la côte occidentale africaine :

Tableau III

Navires brésiliens appréhendés dans le Golfe du Benin.
1815

De la place de Bahia.....	11
De la place de Pernambouc.....	2
De la place de Rio de Janeiro.....	1

Source: Tito Franco de ALMEIDA. *O Brazil e a Inglaterra e o tráfico de Africanos*, Rio de Janeiro, Typographia Perseverança, 1868. p. 65.

En 1831, cette branche constituait le sommet de la hiérarchie économique et sociale de Bahia, parfaitement brésilianisée, trafiquants Brésiliens et Portugais confondus⁴⁸. Ils côtoyaient les notables du sucre dans les hauts postes de l'administration publique et lors de

cette crise, le président de la province en exercice, João Gonçalves Cezimbra, était lui-même un grand trafiquant d'esclaves⁴⁹.

Brisée l'exclusivité portugaise du commerce extérieur brésilien, la présence de négociants brésiliens dans d'autres branches commerciales que le trafic d'esclaves africains devient remarquable. Toutefois, la formation d'importants groupes commerçants étrangers, Anglais, Français, Hambourgeois Bremois, Sardes et autres étrangers bouleversera l'ancienne primauté portugaise et les obligera ces commerçants à jouer un rôle nouveau dans l'économie de Bahia. La crise de 1831 le mettra en évidence.

Quand les commerçants portugais ont pris la fuite vers les navires, laissant derrière eux des comptoirs saccagés, il était à croire que les commerçants étrangers seraient bien aise de l'élimination de rivaux. Au contraire, toute la place commerciale de Bahia en fut paralysée. Il ne s'agissait ni de solidarité de classe, ni de solidarité d'européens, même pas de solidarité de Blancs dans une ville aussi noire que Salvador. Avant tout, il s'agissait de la simple constatation que, sans les Portugais, tous les paiements des ventes d'importation dus aux commerçants étrangers seraient tout à coup interrompus.

Les commerçants portugais avaient su occuper la place d'intermédiaires entre tous les commerçants étrangers importateurs de manufactures et les Brésiliens exportateurs de produits agricoles et consommateurs de produits européens. C'est à eux que se vendaient les cargaisons importées dont la valeur était depuis longtemps supérieure à la valeur totale des exportations de Bahia.

Ainsi les Portugais étaient toujours débiteurs des étrangers et toujours créanciers de fortes sommes sur des consommateurs brésiliens. C'est pourquoi les cosignataires portugais des cargaisons provenant de l'étranger se voyaient dans l'obligation de vendre à long terme et d'acheter presque tout au comptant.

Il va de soi que ces intermédiaires généraux finissent par concentrer sous leur contrôle, une masse importante de la monnaie circulante, monnaie qui était rare dans cette place qui venait de subir une démonétisation draconienne en raison du rachat de la fausse monnaie de cuivre⁵⁰. Au moment de la crise, les Portugais ont retiré de la circulation la plus grande partie de la masse de monnaie de cuivre, ce qui a obligé le gouvernement à s'adresser aux commerçants étrangers pour leur demander à tout prix douze contos de réis en monnaie de cuivre (un peu plus de 50 mille francs au cours du mois de mars) mais il n'en a obtenu que les deux tiers⁵¹.

Ainsi, quand le peuple mutiné exigeait l'expulsion de tous les commerçants, toute une articulation entre l'économie régionale et l'économie mondiale était troublée. Plus que les autres exportateurs, les "senhores de engenho" étaient dans l'embarras. Leur sucre était un mauvais produit qui n'intéressait guère les commerçants anglais qui, eux même, trouvaient de grandes difficultés à placer ce produit sur leur marché national, pourtant le plus important du monde à l'époque. Les Français aussi s'intéressaient peu au sucre bahianais. D'abord parce qu'ils le considéraient de mauvaise qualité par rapport au sucre produit à Pernambouc. Contre ce produit, pesait aussi la concurrence antillaise responsable des barrières protectionnistes en France et en Angleterre où le blocus contre le sucre brésilien prenait aussi le caractère supplémentaire de moyen de pression contre l'obstination des Brésiliens à poursuivre la traite des esclaves. Il fallait donc aux maîtres du sucre ces intermédiaires pour

placer leur produit sur des marchés secondaires comme, par exemple, le marché autrichien par le port de Trieste, ou les marchés des pays Nordiques et de la Baltique.

En même temps, l'extrême faiblesse des Portugais sous la pression de leur grand ennemi séculaire, petit peuple de la ville de Bahia, rendait la situation paradoxale pour un groupe social, qui vingt et un ans auparavant, était placé au sommet des structures sociales urbaines et disputait aux maîtres de moulin, la primauté dans la province: il gardait encore des leviers fondamentaux pour le fonctionnement de l'économie bahianaise, et du reste formait le groupe commerçant le plus riche de la ville. Les membres de ce groupe étaient absolument incapables d'exercer un pouvoir politique et n'arrivaient même plus à tenir une position quelconque dans la société puisqu'ils s'étaient embarqués et restaient en rade dans la baie. C'était donc l'occasion de toute sorte d'interventions opportunistes de la part des plus importants de leurs partenaires afin de redéfinir leur place dans l'économie et la société locales.

De la part de leurs créanciers commerçants étrangers, surtout de la part des Anglais⁵², la nature de l'intervention ne pouvait être plus stricte, voire plus sévère. M. Parkinson, le consul Anglais, en même temps qu'il appelait à une réunion générale de tous les agents consulaires étrangers de Bahia afin d'adopter en commun des mesures au sujet de l'expulsion des Portugais, organisait le 15 mai, une réunion élargie avec des commerçants anglais, quelques Allemands et un Français. Cette assemblée repoussa toute idée de rappeler au gouvernement provincial ses responsabilités vis-à-vis de la protection des biens des Portugais embarqués⁵³. Pis encore, ils ont envoyé à bord une députation issue de cette assemblée afin d'obtenir des Portugais une procuration générale permettant la liquidation de toutes leurs affaires; le produit de cette liquidation devait

être partagé au prorata, entre tous les signataires de la délibération. Cette décision devait même être proposée pour adhésion à quelques autres étrangers alors absents. C'était en fait la confiscation sommaire. Elle n'eût pas lieu parce que les esprits se sont apaisés en ville à l'arrivée de la nouvelle de l'abdication de l'empereur, ce qui a permis aux Portugais de dire non à l'occasion de la deuxième visite à bord des représentants des Anglais.

Coincés entre les étrangers et le peuple, le dernier rempart de ces fils du Portugal était de se mettre sous la protection des notables du sucre qui avaient signé, au début du mois, une pétition pour demander que les Portugais soient écartés des fonctions publiques et qui, à la fin du mois, signaient un autre pétition pour s'opposer à l'exil massif des ceux qui s'étaient réfugiés sur les navires. Le reclassement avait alors en lieu: désormais les marchands portugais formeraient une "classe économique" au sens stricte, subordonnée aux notables du sucre, maîtres du pouvoir.

L'assujettissement de cette ancienne tête de la hiérarchie urbaine se montrera au grand jour à l'occasion de la création de la Société d'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie de la Province de Bahia, dont les statuts ont été rédigés par l'ancien ministre des finances de l'empire, Miguel Calmon du Pin e Almeida. Parmi les fondateurs se trouvaient la plupart des grands propriétaires de sucreries de la province et le plus représentatif de leurs hommes politiques; l'ancien ministre des finances, Domingos Borges de Barros, ancien ambassadeur brésilien à Paris, Manoel Ferreira da Camara et toutes les têtes des familles des notables les mieux placés tels que les Argollo, les Bulcão et les Pires de Carvalho e Albuquerque.

Les consuls étrangers résidant à Bahia ont été nommés spontanément membres honoraires de la nouvelle société:

c'est en cette qualité que le consul Français Armand Marcescheau a eu accès au projet des statuts. A la lecture de quelques articles sur la création d'une commission de "sécurité mutuelle", il adressait une lettre aux organisateurs de l'association pour faire part de ses réserves à l'introduction d'une commission politique dans une association dont les buts seraient avant tout, commerciaux, économiques et financiers. Dans sa correspondance au ministère Français des affaires étrangères, il soulignait que:

"On se rappelait trop que la révolution qui avait chassé les Portugais de Bahia, avait pris naissance dans la même ville de São Francisco, dans une assemblée composée de la plupart des fondateurs réunis alors sous le couvert d'un intérêt purement agricole"⁵⁴.

L'acte solennel de création de cette association eut lieu le 10 Mars 1832 dans le salon du Couvent de la ville de São Francisco do Conde, avec la participation de 44 notables⁵⁵. Le consul français a pu apaiser sa conscience car les notables avaient remplacé, dans le document juridique, cette commission de sécurité par une paisible commission de statistique. Dans les faits, cette commission a toujours fonctionné comme la dernière et plus haute instance de décision politique de la province, une espèce de conseil supérieur des notables du sucre. Elle a bien montré l'efficacité de son action à l'occasion des rébellions fédéralistes de 1831, 1832 et 1838. En 1884 encore, pendant les dernières années de l'empire du sucre bahianais et de l'esclavage, ce conseil réuni dans la ville de São Francisco do Conde a coordonné la campagne de la liste électorale anti-abolitioniste qui a battu le conseiller Rui Barbosa, ministre sortant du cabinet abolitionniste du Bahianais Souza Dantas.

L'année suivante, cette association comptait déjà 279 sociétaires, parmi lesquels les commerçants portugais les plus importants⁵⁶.

Ainsi, grâce à cette alliance, retranchés derrière leurs comptoirs, les Portugais ont réussi à conserver un corps fermé aux nationaux, ce qui a permis tout au long du XIX^e siècle, un intense et constant flux migratoire portugais⁵⁷. Grâce à leur résistance, ils sont parvenus là où les militaires jacobins n'avaient pas réussi à parvenir par les armes: assurer des débouchés pour les "garçons du Minho" et assurer des renvois de devises du commerce américain vers l'Europe.

Jusqu'à l'abolition de l'esclavage en 1888, les maîtres des esclaves, sans doute fidèles à leurs alliés, et, peut-être guidés par la mémoire des rébellions et des mutineries populaires dont ils avaient été les cibles, sont devenus en ville, le principal bastion de toutes sortes de conservatismes et de la résistance à des idées et propositions venues du peuple. Ils se font spécialement remarquer par leur opposition obstinée à tout remplacement ou à toute abolition du travail esclave.

FUNDAÇÃO PEDRO CALMON

NOTES

- 1 - Extrait d'une lettre adressée par Luis Paulino d'Oliveira Pinto da França, le fils, à son père, le maréchal Luis Paulino d'Oliveira Pinto da França le 14 septembre 1823. In Antonio d'Oliveira Pinto da FRANÇA. Cartas Baianas. 1821-1824. São Paulo, Ed. Nacional, Rio de Janeiro, Núcleo Editorial da Universidade do Estado do Rio de Janeiro, 1980. p. 119.
- 2 - Cette population exilée était si nombreuse que le Conseil Municipal a repoussé les célébrations de la victoire pour donner à une population affamée le temps de rentrer en ville et de pouvoir y participer. Dans ce même acte adressé à l'Empereur Pedro I, le Conseil fait état de pillages commis par des officiers de l'armée portugaise au moment de la retraite des troupes. Acte du 7 juillet 1823. Conseil Municipal de Salvador. In Ignacio ACCIOLI. Memórias Históricas e Políticas da Província da Bahia. Bahia, Imprensa Oficial, 1933. Vol. IV, pp. 70/72.
- 3 - Dans l'ordre de mission - Carta-régia - de Jean VI au maréchal de camp Luis Paulino d'Oliveira Pinto da França, le roi donne des instructions aux commandants militaires Portugais à Bahia pour la négociation de l'immédiate cessation de feu à Bahia et pour la totale évacuation de la ville de toute force militaire portugaise. Il fait état du rétablissement du plein pouvoir royal après une période révolutionnaire dont l'une des plus funestes conséquences était la guerre cruelle et dévastatrice qui se déroulait à Bahia. Daté du Palais de Bemposta, le 27 juillet 1823. Cf. document original gardé par la famille Oliveira Pinto da França. Antonio d'Oliveira Pinto da FRANÇA. Cartas Baianas. 1821/1824. São Paulo, Cia. Ed. Nacional, 1980. pp. 169/170.
- 4 - Braz do AMARAL. História da Bahia do Império à República. Op. Cit, p.2.
- 5 - Ignacio ACCIOLI. Memórias Históricas e Políticas da Bahia. Salvador, Imprensa Oficial do Estado, 1833. Vol. 4, p.110.
- 6 - Luis Henrique Dias TAVARES. O Levante dos Periquitos. Salvador, Centro de Estudos Baianos da UFBA. 1990. pp.13 et 14.

7 - Tel était l'avis du consul Français en août 1823. MAE/ CCC. Consulat de Bahia. Vol. I. Fol. 329.

8 - La formation de ce groupe de pression a été repérée par Catherine LUGAR. The Merchant Community of Salvador, Bahia, 1780/1830. Thèse de doctorat présentée à la "State University of New York at Stony Brook". August, 1980. P.301.

9 - A la suite de la guerre à Bahia, l'opinion s'était répandue qu'il ne serait pas difficile à une armée européenne de s'emparer des villes portuaires brésiliennes. Par contre, il serait impossible de les tenir très longtemps puisque les Brésiliens se replieraient vers l'intérieur d'où ils mèneraient une guerre longue et meurtrière. C'est d'ailleurs l'avis que transmet le consul français au gouvernement de Charles X pour le persuader de ne pas se laisser convaincre des thèses portugaises. Jacques GUINEBAUD. Mémoire sur la situation actuelle du Brésil dans ses rapports politiques et commerciaux avec l'Europe et spécialement avec la France. 15 août 1825. MAE. Série Mémoires et documents. Brésil. Vol. 1. Fols. 207/224. Voir Annexe II.

10 - Au contraire de ce qui est diffusé habituellement, la diplomatie anglaise a tout fait pour soutenir les intérêts portugais. Autre n'a été la mission de Sir Charles Stuart au Brésil en 1825. Dans le cadre de la Sainte Alliance, l'impératrice Leopoldine du Brésil, fille de l'empereur Autrichien François I, a certainement joué un rôle modérateur auprès de Metternich qui, à son tour, a contré les excès des revendications portugaises. Pandiá CALOGERAS. Formação Histórica do Brasil. São Paulo, Companhia Editora Nacional, 1967. pp.95/101.

11 - L'affaire de la reconnaissance se termine par l'accord signé le 29 août 1825, grâce à la médiation et à la pression des Anglais. L'indépendance brésilienne a été reconnue. La thèse de l'union personnelle a été repoussée, mais la porte restait ouverte pour une succession portugaise par l'empereur du Brésil. Cet ultime lien personnel au Portugal faisait de l'empereur le dernier recours des espoirs des Portugais de Bahia.

12 - Karl POLANYI. A Grande transformação: as origens da nossa época. Rio de Janeiro, Campus, 1980. pp.24/25.

13 - François CROUZET montre l'importance qu'a pris le marché brésilien dans une période très précise, 1808/1809, pendant laquelle le Blocus Continental avait momentanément fermé les marchés

européens aux produits britanniques. Les tensions diplomatiques avec les Etats Unis ont, alors, gêné l'entrée de ces produits dans le marché américain. François CROUZET. "Angleterre-Bésil, 1697-1850: un siècle et demi d'échanges commerciaux". In Histoire, Economie et Société (Paris), vol.IX, n°2:287/317. 2e trimestre 1990.

14 - Nous n'avons retenu comme exemple que le commerce avec l'Angleterre, le plus important, et celui avec la France, l'un des plus réduits.

15 - En 1818, les maisons anglaises les mieux placées établies à Bahia étaient les suivantes: Mellors & Russel; Moirs & Co; Sealy, Duncan, Walker; Harrinson, Latham; Pringle, Astley. En 1822, les mieux placées sont: Sealy, Walker; Mellors & Russel; Arthur & Peter Lowe; Harrinson, Latham; Pringle, Astley; Gilfillam Bros. En 1825, les mieux placées sont: Sealy, Walker; Moirs & Co.; Robertson & Mello; Pringle, Astley; Gilfillam Bros; Harrison, Latham; John Higgings. Catherine LUGAR. The Merchant Community of Salvador, Bahia. 1780/1830, Op. cit., p. 300.

16 - Pierre VERGER. Fluxo e refluxo do tráfico de escravos entre o Golfo do Benin e a Bahia de Todos os Santos. Dos séculos XVII a XIX. Traduit du Français par Tasso Gadzanis. São Paulo, Corrupio, 1985. pp 300/305.

17 - François CROUZET. Op. cit. p.305.

18 -

"In late June (1823) the merchant and manufacturer Francisco Ignácio de Siqueira Nobre wrote to the Chief of the Pacifying Army, José Joaquim Lima e Silva, on behalf of himself and family, including his brother-in-law, Francisco Belens, a member of the third provisional government. Lima's reply directed them and their colleagues to prepare surreptitiously for a mass departure from the coast at Praia Grande and assured them such an exit would proceed peacefully."

Catherine LUGAR. The Merchant Community of Salvador, Bahia. 1780/1830. Op. Cit. p. 300.

19 - Mutineries populaires qui se sont développées à Bahia, à partir de 1823 jusqu'au grand soulèvement de 1831, pendant lesquelles les couches populaires persécutaient des Portugais alors appelés "marotos". Voir Glossaire.

20 - Lettre de Maria Bárbara a Luís Paulino

"Bahia, 5 septembre 1823.

Nada tenho a contar-te desta cidade. Só que em breve ficará despovoada de famílias européias, daquelas (que) mesmo que gostosas, quiseram ser brasileiras. Todas as noites são atacadas, a todo momento são espancadas. Que lástima! Os criminosos é justo que paguem, mas os inocentes faz dor vê-los sofrer.

(...)

P.S. Torno a abrir para dizer-te que neste momento a cidade esteve na maior desordem. Não se ouviu, por algumas horas, senão: "Morra todo o batalhão do Imperador, morram todos os marotos". Eu fechei portas e janelas e tive de acomodar a Mimi que chorava como doída. Deus se lembre de nós. Adeus." Antonio d'Oliveira Pinto da FRANÇA. Op. cit. pg. 117/118.

"Je n'ai rien de nouveau à te raconter. Très prochainement, la ville sera dépeuplée des familles européennes, même de celles qui ont volontairement choisi de devenir brésiliennes. Toutes les nuits elles sont objet d'attaques et à tout instant, elles sont battues. Quel malheur! Il est juste que les coupables, soient châtiés mais les innocents, ça fait peine de voir leur souffrance.

(...)

P.S. Je décachette pour te dire encore que le désordre règne dans la ville. Pendant quelques heures, on n'a entendu que: "Mort à tout le Bataillon de l'Empereur, mort à tous les marotos!". J'ai été obligée de fermer les portes et les fenêtres et j'ai dû consoler Mimi qui pleurait comme un folle. Que Dieu nous garde. Adieu".

21 - Nous avons choisi cette expression peu utilisée en Histoire - imbroglio - justement pour esquisser un scénario de désordre social dans lequel plusieurs groupes sociaux ont profité d'une conjoncture particulière pour pénaliser un seul groupe. Nous croyons qu'il ne faut pas attribuer un seul sens à cet ensemble d'actions et non plus essayer de construire un schéma capable de contenir dans un carcan théorique tout le "ratio" de cet enjeu. Il faudrait plutôt épuiser la multiplicité des exemples pour aboutir à la présentation d'un ensemble complexe mais non unifié. Nous essayerons de le faire.

22 - M.A.E./CCC. Consulat de Bahia. Vol. I. Fol.334.

23 - APEB. ACP. Presidência da Província. Agricultura - Engenhos. - 1824/1889. Carton 4597. Document n° 8.

24 - Ce bras de fer opposant commerçants et maîtres de moulin était au centre de la dynamique de l'ancien système colonial et constituait certainement l'un des leviers qui a poussé à son éclatement. Ubiratan Castro de ARAUJO. "A Bahia Econômica e Social". A Inserção da Bahia na Evolução Nacional. Bahia, Seplantec. Vol. I, Tomo I, 1978.

25 - Il y a nombreuses références à des violences et des assassinats commis par des Brésiliens contre des commerçants Portugais dans les villes du Recôncavo. F.W.O. MORTON. The Conservative Revolution of Independence. Op. cit.

26 - Braz do AMARAL. História da Independência na Bahia. Salvador, Progresso, 1957. pp.373/374.

27 - Déjà en Mars 1824 le consul Français remarque les effets négatifs de l'absence des Portugais :

"Les Brésiliens sont les producteurs de l'intérieur, mais leurs efforts étaient jusqu'ici soutenus par les capitalistes portugais établis à Bahia qui, à certaines époques régulières de l'année, envoyaient faire les achats ou recevoir en marchandises le montant de leurs précédentes avances.

Les Portugais persécutés maintenant et obligés de fuir ou de se cacher ont fait disparaître leurs capitaux et les agriculteurs se ressentent vivement de la perte de ces utiles intermédiaires. L'agriculture languit: les denrées sont dans la province et en ville à très bas prix et les peuples souffrent beaucoup. MAE/CC. Consulat de Bahia. Vol. I. Fol. 364.

28 - Après la récente expérience du siège de Bahia, l'avis général était que l'escadre impériale avait les moyens d'imposer un blocus maritime à la ville et d'assurer le siège par terre, ce qui rendait d'avance impossible toute espèce de soulèvement bahianais contre l'empire de Rio de Janeiro. Cette stratégie sera encore utilisée à l'occasion de la répression du soulèvement militaire de 1824 et, en 1838 pour l'écrasement de la révolution fédéraliste.

29 - Des lynchages organisés par des factions politiques.

30 - MAE/ CCC. Consulat de Bahia. Vol. I. Dépêche de Guinebaud (postérieure au 26 juillet) 1823.

"On distingue ici quatre peuples différents. Les Portugais, qui y ont encore un parti nombreux; les Pernamboucanais qui aspirent ouvertement à l'indépendance absolue et à la république et qui cherchent à se recruter; les Bahianais qui flottent-indécis, que l'esprit de Pernambouc anime, mais que la crainte de Lord Chrocrane retient; enfin les habitants de Rio de Janeiro qui sont presque aussi odieux aux deux derniers que les Portugais. "

MAE/CCC. Consulat de Bahia. Vol. II. Fol. 310

31 - F.W.O. MORTON The Conservative Revolution of Independence. Op. cit. p.293 parle en ces termes de ce document:

"It is perhaps the most significant document of the whole period, certainly the most statesmanlike. It is at once an attempt to conciliate the radicals, preserve the link with the Imperial Government, and enlist the co-operation of the latter in restoring order."

Néanmoins, il ne voit dans ce pacte que l'action des partisans de l'attachement de la province de Bahia au gouvernement de Rio et la soumission des radicaux à son projet. Le consul français, à son tour, n'y voit rien, sauf la faiblesse politique et la légèreté des idées des hommes politiques bahianais. MAE/CCC. Consulat de Bahia. Fol. 356.

32 - Il est fort remarquable que dans le compte-rendu de cette réunion apparaît une mention à une certaine hiérarchie dans la province:

" Aos desessete dias do mês de Dezembro do ano de mil oitocentos e vinte e três, nesta cidade de S. Salvador Bahia de todos os santos, e sala do palácio do govêrno da provincia, onde se achava reunido o conselho convocado pela portaria de quatorze do corrente, a requerimento da Câmara desta cidade, em consequência da representação que lhe fizeram muitos cidadãos do clero, nobreza, e povo, e composto do mesmo govêrno, Camara, empregados públicos, eclesiásticos, civis e militares, cidadãos ilustrados e zelosos do bem público, todos abaixo assinados,..." Ata do

conselho extraordinário convocado pela Câmara da Cidade do Salvador em 14 de dezembro de 1823. In Ignacio ACCIOLI. Memórias Históricas e Políticas da Província da Bahia. Op. cit. p.105.

"Le dix-sept Décembre 1823, en la ville de S. Salvador Bahia de tous les Saints, et en la salle du palais du gouvernement de la province, où s'était réuni le conseil convoqué par acte du 14 de ce mois, à la demande du Conseil Municipal de cette ville, en réponse à la représentation adressée par de nombreux citoyens appartenant au clergé, à la noblesse, et au peuple, le conseil composé par ce même gouvernement, par des fonctionnaires publics, ecclésiastiques, civils et militaires, par des citoyens illustres et soucieux du bien commun, tous soussignés..."

33 - En préambule de ce document on constate que:

"...e então depois de mui circunspectamente examinadas, e ponderadas as circunstâncias extraordinárias e assustadoras, em que se acha esta província, onde infelizmente a segurança individual é a cada passo atacada por continuados motins, e assuadas, e aonde é quasi nenhum o respeito devido a todas as autoridades constituídas, em maneira que a cada momento se nos oferece o horrível aspecto da anarquia... (Ibidem).

"...et après l'examen attentif et judicieux des circonstances extraordinaires et effrayantes qui se manifestent dans cette province, où malheureusement la sécurité individuelle est atteinte par de continuelles mutineries et des tumultes, et où on ne respecte aucune autorité constituée, de sorte que, à chaque moment, il nous est présenté un horrible cadre d'anarchie. (Ibidem)

34 - La réorganisation administrative, spécialement celle des forces armées, et les mesures d'ordre public seront objet d'analyse dans le chapitre suivant: "Au bout du fusil".

35 - Il ne faut jamais oublier que, en même temps, les républicains de Pernambouc sont franchement en état de rébellion tandis que les Bahianais demandent la grâce pour un député arrêté.

36 - Alors qu'il était encore seulement prince héritier, Pedro avait déclaré formellement un an auparavant:

"Nous ne voulons rien de commun avec le Portugal, nous n'en voulons rien, rien, rien".

"De Portugal não queremos nada, nada, nada queremos".
Jacques GUINEBAUD. Mémoire sur la situation actuelle du Brésil dans ses rapports politiques et commerciaux avec l'Europe et spécialement avec la France. 15 août 1825. M.A.E./ Mémoires et documents. Brésil. Vol. 1. Fols. 207/224.

37 -

"Ce n'est point ici le cas de faire un étalage de la puissance future possible du Brésil. Plutôt ou plus tard cet empire devra mettre un assez considérable poids dans la balance des pouvoirs du monde. Est-il d'une bonne politique de chercher à l'augmenter? Et puisqu'il se présente une occasion naturelle de voir s'opérer cette désirable scission, sans qu'aucun gouvernement ait en effet un reproche réel à se faire, ne valait-il pas mieux détourner ses regards et laisser aller les événements. Que ne donneraient pas les américains pour posséder le Tage et le Douro! Les puissances de l'Europe ne s'opposeraient-elles pas de tout leur pouvoir à de telles acquisitions?" Jacques GUINEBAUD. Mémoire sur la situation actuelle du Brésil dans ses rapports politiques et commerciaux avec l'Europe et spécialement avec la France. 15 août 1825. MAE. Mémoires et documents. Brésil. Vol. 1. Fols. 207/224.

38 - Il ne faut jamais oublier que la compétition entre Portugais de souche et Brésiliens pour l'accès à l'emploi public, et surtout l'emploi dans la force armée, avait été responsable de l'aggravation progressive des conflits entre les deux groupes jusqu'au déclenchement de la guerre.

39 - Ata do conselho extraordinário convocado pela Câmara da Cidade do Salvador em 14 de dezembro de 1823. In Ignacio ACCIOLI. Memórias Históricas e Políticas da Província da Bahia. Op. cit. p.107.

40 - Ibidem, p.108.

41 - Wanderley PINHO. "A Bahia. 1808/1856". In Sérgio Buarque de HOLLANDA (Org.) História Geral da Civilização Brasileira. São Paulo, DIFEL, 1964. Tomo II, "O Brasil Monárquico". 2° vol. "Dispersão e Unidade". pp.270/271.

42 - Dans tous les mouvements populaires qui se suivent , en 1824, 1831, 1832, 1833 et 1838, l'expulsion des Portugais était dans la liste des revendications des insurgés. Voir João José REIS. Rebelião Escrava no Brasil. 2a. édition. São Paulo, Brasiliense, 1987. Pp. 37/64.

43 - La mort de Jean VI, roi du Portugal, et l'ouverture de sa succession, n'avait pas laissé indifférent l'empereur Brésilien.

44 -

"Il existe dans la province deux opinions différentes suivant la diversité des intérêts.

Les villes sont tenues en haleine par les déclamateurs qui prêchent l'Indépendance et la haine du Portugal. Ces déclamateurs se divisent en Impériaux et en Républicains, mais les idées sont si peu arrêtées et les intérêts si peu généraux qu'il le moindre événement ou le premier chef un peu fort entraînent tout.

Les campagnes regrettent le commerce et les capitaux des Portugais. Elles sont si fatiguées de leur état de misère qu'elles accueilleraient avec acclamation tout ce qui leur rendrait ces éléments de leur prospérité". M.A.E./CCC. Consulat de Bahia. Vol. I. Fol. 364.

45 - La description des événements sanglants, qui avaient commencé, dans par l'assassinat d'un Brésilien par un Portugais, se trouve dans João REIS. Rebelião escrava no Brasil. Op. cit. pp.43/46.

46 - Wanderlei PINHO. Op. cit. pp.273/276.

47 - L'analyse des démarches à propos du sort des Portugais se fondera sur le rapport du consul Français Armand Marcescheau qui a participé aux réunions avec des commerçants étrangers et avec d'autres consuls. MAE/CCC. Consulat de Bahia. Vol.III. Fols. 8/12: 15/20.

48 - Dans les thèses de Catherine LUGAR et F.W.O. MORTON, est évidente soit la neutralité soit l'ambivalence des trafiquants par rapport aux partis brésilien et portugais pendant la guerre. De toute façon, le comportement politique de ce groupe s'est progressivement distingué de celui du corps commercial portugais resté fidèle à Lisbonne.

49 - Catherine LUGAR. OP. cit. p.190.